



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICE

FILE COPY

NOT TO BE TAKEN OUT



DISTR.

GÉNÉRALE

E/CN.14/687

E/CN.14/CAS.10/21

6 Janvier 1978

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA DIXIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE
DES STATISTICIENS AFRICAINS

Addis-Abéba, 17-22 octobre 1977

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Page
A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX	1 - 5	1
Ouverture et durée de la session	1	1
Participation	2 - 4	1
Election du Bureau	5	1
B. ORDRE DU JOUR	6	2
C. COMPTE RENDU DES DÉBATS	7 - 186	3
Décès de M. Koko Kouakou (Côte d'Ivoire)	7	3
Discours d'ouverture	8 - 11	3
Questions découlant de la neuvième session de la Conférence	12 - 33	4
a) Rapport sur les activités de la CEA, 1975-1977	12 - 19	4
b) Inventaire TEI	20 - 29	6
c) Répertoire des statisticiens africains	30 - 33	7
Organisation et formation statistiques	34 - 68	8
a) Groupe de travail chargé d'examiner les besoins de formation statistique en Afrique	34 - 50	8
b) Assistance technique pour le développement de la statistique	51 - 68	12
Comptabilité nationale et statistiques connexes	69 - 94	15
a) Application du Système de comptabilité nationale révisé	69 - 81	15
b) Statistiques du secteur public	82 - 86	18
c) Prix	87 - 94	18

TABLE DES MATIERES

(suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Statistiques économiques générales - - -	95 - 126	20
a) Commerce extérieur - - -	95 - 107	20
b) Energie - - -	108 - 109	22
c) Industrie - - -	110 - 116	23
d) Agriculture - - -	117 - 122	24
e) Autres statistiques économiques - - -	123 - 126	25
Statistiques démographiques et sociales - - -	127 - 176	26
a) Recensements et enquêtes de la population et de l'habitation - - -	127 - 143	26
b) Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages - - -	144 - 165	30
c) Autres statistiques démographiques et sociales - - -	166 - 176	34
Programme de travail et priorités - - -	177	36
Questions diverses - - -	178 - 185	36
Examen du projet d'ordre du jour provisoire pour la onzième session de la Conférence - - -	186 - 187	37
Adoption du rapport de la Conférence - - -	188	39
<u>Annexes</u>		
I. Programme de travail et ordre de priorité révisés adoptés par la Conférence - - -		
II. Liste des documents - - -		

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ouverture et durée de la session

1. La dixième session de la Conférence des statisticiens africains s'est réunie au siège de la CEA à Addis-Abéba du 17 au 22 octobre 1977. Elle a été ouverte par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

Participation

2. Ont participé à la session des représentants des Etats membres de la Commission énumérés après : Algérie, Angola, Burundi, Cap Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Malawi, Niger, Nigéria, République Unie du Cameroun, Sénégal, Sierra Leone, République Unie de Tanzanie, Tchad, Zambie et Zaïre. La France et le Royaume-Uni, Etats membres associés, étaient également représentés.

3. Les Etats suivants, Membres de l'Organisation des Nations Unies, avaient envoyé des observateurs : République fédérale d'Allemagne, Suède et Union des Républiques socialistes soviétiques. Un représentant du Bureau de statistique des Nations Unies était présent. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et le Programme des Nations Unies pour le développement étaient représentés. Etaient également présents des représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées : Commission des communautés européennes, Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM) et l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC).

4. Etaient également présents des observateurs du Centre de recyclage des statisticiens économistes des pays en voie de développement de Munich (Allemagne fédérale), du Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement (CESD) de Paris (France), de l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), de Yaoundé (Cameroun), de l'Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée de Kigali (Rwanda), de l'Institut de statistique et d'économie appliquée de l'Université de Makerere de Kampala (Ouganda) et de l'East African Statistical Training Centre de Dar es-Salaam (Tanzanie).

Election du bureau

5. M. Parmeet Singh (Kenya) a été élu Président de la Conférence. M. Lamine Diop (Sénégal) et M. Luis Colaço (Angola) ont été élus respectivement premier et second Vice-Présidents, et M. S.O. Adeyinka (Nigéria) a été élu Rapporteur.

B. ORDRE DU JOUR

6. Le 17 octobre 1977, la Conférence a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Discours d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour (CAS.10/INF.1)
4. Questions découlant de la neuvième session de la Conférence
 - a) Rapport sur les activités statistiques de la CEA, 1975-1977 (E/CN.14/CAS.10/1)
 - b) Inventaire TEA (E/CN.14/CAS.10/2)
 - c) Répertoire des statisticiens africains
5. Organisation et formation statistiques

- a) Groupe de travail chargé d'examiner les besoins de formation statistique en Afrique (E/CN.14/CAS.10/4 et 5)
- b) Assistance technique pour le développement de la statistique (E/CN.14/CAS.10/6)

6. Comptabilité nationale et statistiques connexes

- a) Application du Système de comptabilité nationale révisé (E/CN.14/CAS.10/ 7, 8, et 9; E/CN.14/SEIB/10)
- b) Statistiques du secteur public (E/CN.14/SEIB/11)
- c) Prix (E/CN.14/CAS.10/10)

7. Statistiques économiques générales

- a) Commerce extérieur (E/CN.14/CAS.10/11)
- b) Energie (E/CN.14/CAS.10/12); E/CN.14/SEIB/10)
- c) Industrie (E/CN.14/CAS.10/13 et 20); E/CN.14/SEIB/11)
- d) Agriculture
- e) Autres statistiques économiques (E/CN.14/SEIB/8, 9 et 10)

8. Statistiques démographiques et sociales

- a) Recensements et enquêtes de la population et de l'habitation (E/CN.14/CAS.10/ 14, 15 et 16)
- b) Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages (E/CN.14/CAS.10/17 et 18)
- c) Autres statistiques démographiques et sociales (E/CN.14/CAS/10/19; E/CN.14/SEIB/8 et 10)

9. Programme de travail et ordre de priorité (E/CN.14/CAS.10/1)

10. Questions diverses

11. Examen du projet d'ordre du jour provisoire pour la onzième session de la Conférence

12. Adoption du rapport de la Conférence au Comité exécutif de la CEA et à la Conférence des ministres.

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

Décès de M. Koko Kouakou (Côte d'Ivoire)

7. Avant de commencer ses travaux, la Conférence a observé une minute de silence à la mémoire de M. Koko Kouakou, ancien Directeur du Service de statistique de la Côte d'Ivoire, qui est décédé en janvier 1977 après une brève maladie, laissant derrière lui une femme et quatre enfants. M. Kouakou avait obtenu le diplôme d'ingénieur statisticien économiste en 1962. Outre les fonctions de directeur du Service de statistique de la Côte d'Ivoire, qu'il avait occupées pendant plus de dix ans, il avait représenté le Ministre de l'éducation en tant que Président du Conseil d'administration de l'Ecole de statistique d'Abidjan. Son décès est une lourde perte pour la Côte d'Ivoire et pour le monde de la statistique en Afrique.

Discours d'ouverture

8. La session a été ouverte par le Secrétaire exécutif de la CEA qui, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, a souligné que la Conférence avait décidé de réduire la durée de sa session à une semaine au lieu de dix jours habituels, mais que le volume de travail qu'elle aurait à accomplir n'en restait pas moins considérable. La coordination et l'expansion de la formation dans le cadre du Programme de formation statistique pour l'Afrique seraient un point capital qui devrait être discuté sur la base des recommandations présentées par les consultants africains et par un groupe de travail régional. Une autre question d'importance particulière était le Programme africain de recensements (PAR) et le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages.

9. Le Secrétaire exécutif a établi une distinction entre le Programme de formation statistique pour l'Afrique d'une part, qui permettait de former du personnel de base pour le développement de la statistique, et d'autre part le Programme africain de recensements et le Programme africain concernant la mise en place des dispositifs d'enquête sur les ménages, qui avaient trait plus directement aux travaux des services de statistique. Il a demandé instamment qu'un équilibre approprié soit maintenu entre ces deux types d'activité.

10. La Conférence avait également un travail important à accomplir dans le domaine de la comptabilité nationale, du commerce extérieur et de l'industrie, ainsi que dans d'autres domaines statistiques, dont il devait être traité brièvement au cours de la courte session de la Conférence.

11. Le Secrétaire exécutif a en outre souligné que la CEA s'efforçait de développer toutes ses activités en leur donnant une orientation plus opérationnelle, et il a demandé à la Conférence d'étudier la contribution qu'elle pourrait elle-même apporter à cet effort sur la base des suggestions faites par le secrétariat. Bien sûr, ces changements devraient intervenir lentement, car pour la plus grande partie les ressources statistiques actuellement disponibles étaient nécessaires à des fins nationales. Néanmoins, la statistique était un domaine prometteur pour ce qui était de la coopération technique entre pays en développement, et il serait rationnel de commencer sans retard dans ce domaine.

Questions découlant de la neuvième session de la Conférence (point 4 de l'ordre du jour)

a) Rapport sur les activités statistiques de la CEA, 1975-1977

12. Un membre du secrétariat a présenté un rapport sur les activités statistiques entreprises depuis la neuvième session de la Conférence (E/CN.14/CAS.10/1). Il a été pris note d'un certain nombre de données utiles pour la planification des activités à venir qui devaient être examinées au titre des autres points de l'ordre du jour.

13. Les participants se sont ensuite consacrés au problème dont le Secrétaire exécutif avait fait état dans son allocution d'ouverture, à savoir faire de la Conférence un instrument opérationnel et mieux adapté à l'évolution de l'Afrique. Le Secrétaire exécutif avait identifié deux priorités : établir des indicateurs concernant la qualité de la vie à partir de données démographiques et socio-économiques et rassembler des données propres à appuyer les efforts visant à instaurer le nouvel ordre économique international, qui visait à conférer une autonomie accrue et à assurer une augmentation des apports financiers nets.

14. S'agissant du premier de ces deux points, les participants ont fait observer que les données démographiques de la région s'étaient considérablement améliorées grâce au Programme africain de recensements et qu'une application satisfaisante du Programme africain concernant la mise en place des dispositifs d'enquête sur les ménages permettrait de disposer de données intégrées mises à jour en permanence sur le niveau de vie et les caractéristiques économiques, sociales et démographiques connexes.

15. En ce qui concernait le deuxième point, il était essentiel d'améliorer les données relatives aux prix, recueillies à divers niveaux, aux fins d'analyse satisfaisante de la position de la région dans le cadre des échanges mondiaux. On ne pourrait résoudre la plupart des problèmes mentionnés par le Secrétaire exécutif qu'en rassemblant des données statistiques plus complètes sur le commerce extérieur et en utilisant mieux les autres statistiques établies à partir des données consignées par les administrations.

16. Les participants sont convenus que l'heure était venue de modifier les activités de la Conférence en matière de services consultatifs afin d'accroître son autonomie. Les questions examinées ont porté sur les moyens permettant de conférer à la Conférence une responsabilité directe en ce qui concernait certains aspects des statistiques africaines et sur la réorganisation éventuelle de la Conférence en vue de déterminer avec précision ses responsabilités et son rôle dans le cadre de la structure de la CEA. Tout cela supposait la formulation d'un nouveau mandat ainsi que de nouvelles dispositions juridiques et administratives.

17. Les activités opérationnelles susceptibles d'être organisées par la Conférence avec l'appui du secrétariat ont longuement été examinées. Il s'agissait des activités de coopération technique entre pays de la région, au nombre desquelles figuraient l'échange de services consultatifs entre gouvernements, l'accueil de groupes de travail par des pays disposant d'une certaine expérience dans des domaines particuliers et l'organisation d'activités de formation en cours d'emploi dans ces pays, des voyages d'étude et la diffusion de connaissances spécialisées par l'échange de documents techniques. Il a été convenu que le secrétariat devrait établir une liste d'experts nationaux ayant acquis une expérience spécialisée à l'échelon national afin de permettre d'étendre les activités de coopération actuelles. A cet égard il convenait d'avoir présent à l'esprit que les experts ne pouvaient être détachés, le cas échéant, que pour des périodes de durée limitée. Il était également nécessaire, pour un organisme tel que la CEA, d'assurer des services de coordination.

18. Les participants ont demandé au secrétariat d'étudier de nouveaux types possibles d'arrangements constitutionnels compte tenu de l'expérience internationale. Il a notamment été question de la Conférence des statisticiens asiatiques qui s'était efforcée sans grand succès de se transformer en un Comité de statistique, des activités opérationnelles de la Conférence des statisticiens européens, qui étaient d'une toute autre nature, et du groupe de travail de la Commission de statistique de l'ONU. Le secrétariat devrait axer également son étude sur l'expérience des pays socialistes et des pays latino-américains. Le secrétariat avait entrepris d'établir un document de travail qui serait distribué aux pays de la région pour observations. Si cette démarche permettait de dégager un consensus entre les services statistiques africains en ce qui concernait les arrangements à arrêter, il serait possible d'élaborer des propositions précises qui seraient présentées à la Conférence des ministres de la CEA avant la onzième session de la Conférence des statisticiens africains.

19. Au sujet de ces arrangements, les participants ont déclaré être préoccupés par l'utilisation des maigres ressources dont disposaient les pays aux fins d'activités régionales. Il était cependant nécessaire de mener une action concertée à l'échelon régional. Il a cependant été noté que des difficultés d'ordre financier pourraient compromettre dans une certaine mesure la réussite du programme envisagé, si la CEA ne mettait pas tout en oeuvre pour trouver les moyens d'obtenir l'appui financier nécessaire.

b) Inventaire TEI

20. Un document intitulé "Inventaire du matériel de traitement électronique de l'information" (E/CN.14/CAS/10/2) a été présenté par un représentant du secrétariat. On a fait remarquer que ce document était fondé essentiellement sur les résultats d'une enquête faite récemment parmi les pays africains et à laquelle 22 pays seulement avaient répondu. Si davantage de pays avaient répondu à cette enquête, un document plus probant aurait pu être établi. Un appel a été lancé aux pays pour que la prochaine série d'enquêtes soit couronnée de succès.

21. La Conférence a pris note d'une augmentation de la demande en matière de traitement électronique de données correspondant au désir d'accélérer la publication des résultats de travaux statistiques importants touchant notamment le commerce extérieur, les recensements de population et les enquêtes sur les ménages. La question de la sous-utilisation des ordinateurs a cependant été soulevée, compte tenu de la dépense importante en devises que représente l'installation et la location du matériel et l'achat du logiciel. Un représentant du secrétariat a fait remarquer qu'il était difficile de comparer le taux d'utilisation des ordinateurs à cause de la diversité des marques et des modèles. Il a décrit brièvement les deux systèmes de mesure utilisés : mesure quantitative et mesure qualitative. Compte tenu de ces difficultés, il a recommandé l'adoption d'une méthode simple pour mesurer le temps réel consacré chaque mois à des utilisations types de l'ordinateur, comme la production, la mise au point des programmes, l'essai des programmes, l'entretien du matériel et le temps d'immobilisation du matériel.

22. La Conférence s'est préoccupée du problème de la prolifération du matériel électronique en Afrique. Elle est convenue qu'il était devenu nécessaire de mettre en place une autorité responsable du traitement des données dans chacun des pays possédant ou prévoyant d'acquérir des installations de traitement des données. Cet organisme donnerait des directives pour l'utilisation optimale de l'ordinateur et rationaliserait l'achat et l'utilisation du matériel. Il serait aussi chargé de promouvoir le développement et les utilisations de l'informatique.

23. Les débats ont fait ressortir l'existence de trois problèmes principaux, à savoir l'insuffisance des installations de formation, la pénurie de personnel suffisamment qualifié et les problèmes posés par la mise au point du logiciel.

24. La Conférence a examiné les trois problèmes ci-dessus et a remarqué que les pays avaient trop dépendu de la formation fournie par les fabricants et les fournisseurs du matériel, ce qui risquait d'entraîner une préférence pour le matériel fourni par ces entreprises. La Conférence a donc souligné la nécessité d'accroître le nombre d'installations de formation dans la région. Il a aussi été demandé aux pays d'identifier leurs programmes de formation en cours d'emploi dans le domaine du TEI et de profiter des accords bilatéraux et multilatéraux pour développer leur capacité dans ce domaine.

25. La Conférence a pris note du fait qu'il existait un centre de formation à Libreville (Gabon), à savoir l'Institut africain d'informatique créé par l'Organisation commune africaine et mauricienne et ouvert à tous les pays africains. Cet Institut formait des analystes et des programmeurs. Il était envisagé de créer d'ici à 1979 une section d'ingénieurs informaticiens. La Conférence a également été informée des possibilités de formation offertes par l'Institute of Computer Science de Londres et de l'amélioration récente apportée aux programmes de formation qui comporteraient désormais des stages de courte durée à l'intention du personnel de gestion.

26. La Conférence a reconnu les difficultés rencontrées par les pays récemment devenus indépendants, notamment du fait de l'absence de compétence technique et de personnel qualifié. Il a été conseillé à ces pays d'utiliser les installations de formation existantes et de rechercher l'aide bilatérale pour pallier leurs besoins.

27. Au sujet de la mise au point du logiciel, la Conférence a été informée des efforts déployés par le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour mettre au point des programmes de logiciel qui seraient très prochainement disponibles.

28. Pour augmenter le coefficient d'utilisation des ordinateurs, il a été aussi convenu qu'il conviendrait de former des statisticiens à l'analyse des systèmes et à la programmation, car cela permettrait vraisemblablement d'améliorer la production grâce au traitement électronique des données statistiques.

29. La Conférence a été informée qu'il était aussi possible d'améliorer le coefficient d'utilisation du TEI en mettant en place dans la région une association des utilisateurs d'ordinateurs, initiative qui devrait permettre de promouvoir l'échange de compétences techniques et de logiciel. Elle a également pris note des travaux de l'Association internationale pour l'exploitation des données (Data Development International Association), qui avait son siège à Marseille.

c) Répertoire des statisticiens africains

30. En présentant cette question, le secrétariat a indiqué que les suggestions faites par la Conférence à sa dernière session avaient été prises en considération dans la nouvelle édition du Répertoire. Le titre du document avait été modifié et on avait établi des listes distinctes pour les non-Africains qui étaient classés selon le pays où l'organisme qui les envoyait.

31. Certains participants ont suggéré d'inclure des renseignements plus détaillés sur l'expérience et les spécialités des statisticiens figurant dans le Répertoire. Il leur a été répondu que, compte tenu de l'importance du nombre de statisticiens actuellement recensés, cette inclusion ne serait pas souhaitable. Il serait plus utile de préparer séparément un "Répertoire des spécialistes" ou ne figureraient que les statisticiens possédant une longue expérience dans des domaines bien précis.

32. En réponse à une question, le secrétariat a précisé que seuls les statisticiens de niveau supérieur étaient inclus dans le Répertoire. Il a été indiqué qu'il serait souhaitable de tenir compte des statisticiens de niveau moyen assumant des fonctions importantes dans certains pays qui manquent de personnel.

33. Enfin les participants ont été invités à mettre à jour les renseignements figurant dans les états mécanographiques mis à leur disposition. La Conférence a décidé que le dernier délai pour la réception de ces renseignements par le secrétariat serait le 15 novembre 1977, date après laquelle il serait procédé à l'impression définitive du Répertoire.

Organisation et formation statistiques (point 5 de l'ordre du jour)

a) Groupe de travail chargé d'examiner les besoins de formation statistique en Afrique

34. Le secrétariat a rendu compte de l'exécution du projet intitulé "Groupe de travail chargé d'examiner les besoins de formation statistique en Afrique" et a attiré l'attention de la Conférence sur les conclusions et les recommandations du Groupe de travail figurant dans le document E/CN.14/CAS.10/5 et plus particulièrement sur le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) reproduit en annexe à ce document. A propos de ce même point de l'ordre du jour, la Conférence a aussi examiné un deuxième document intitulé "Rapport des consultants sur les besoins de formation statistique" (E/CN.14/CAS.10/4).

35. La Conférence a félicité le secrétariat du succès avec lequel il s'était acquitté du mandat qu'elle lui avait confié à sa dernière session. Elle a également apprécié l'important travail effectué par les consultants et par le Groupe de travail qui s'était réuni à Munich.

36. La Conférence a noté avec satisfaction que le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) était conçu pour constituer un cadre permanent en vue du développement de la formation statistique dans la région au cours des dix années à venir, et souligné que ce programme devrait être assez souple pour que les centres qui n'y participaient pas au départ puissent s'y joindre.

37. Un long débat a été consacré à la question de savoir s'il fallait accorder la priorité à la formation des statisticiens de niveau supérieur, comme l'avait recommandé le Groupe de travail, ou à la formation de cadres moyens. A ce sujet, certains participants ont fait remarquer que les estimations relatives aux besoins faisaient ressortir un rapport de 1,3 à 1 seulement entre les effectifs du personnel statistique des catégories moyennes et ceux du personnel des catégories supérieures, ce qui ne correspond pas aux besoins réels, vu la nécessité de pouvoir disposer d'un plus grand nombre de personnel de niveau moyen pour l'exécution de projets statistiques tels que recensements et enquêtes. On leur a répondu que, conformément aux recommandations du Groupe de travail, le PFSA devait répondre à l'ensemble des besoins des pays de la région et pas seulement à ceux des services de statistique ou des administrations en général. Or, en ce qui concernait le personnel statistique de niveau supérieur la demande des autres utilisateurs (entreprises publiques, secteur privé, etc.) était très forte, alors que de manière générale, sauf dans quelques pays, le personnel de niveau moyen restait dans les bureaux de statistique. D'autres participants ont fait ressortir les difficultés que posait l'organisation de la formation des cadres

moyens au niveau national et estimé que ce type de formation devait être dispensée dans des centres régionaux. Se fondant sur l'expérience de leur pays certains représentants ont souligné l'importance des cours de formation de cadres moyens au niveau national. Le secrétariat a fait remarquer que le Groupe de travail avait recommandé que des cours de cette catégorie soient organisés au niveau national là où c'était possible et suggéré que les cours offerts par les centres régionaux desservant plus d'un pays et devant participer au PFSA soient continués. De plus le Programme régional de formation statistique devait aider les pays qui désiraient établir des programmes pour la formation en cours d'emploi de personnel de niveau moyen.

38. La Conférence a finalement entériné les recommandations du Groupe de travail sur cette question mais en souhaitant qu'en cas de besoin certains centres régionaux dispensant des cours de niveau moyen soient renforcés. Elle a noté à ce sujet que l'"East African Statistical Training Centre" (EASTC) de Dar es-Salaam pourrait accueillir une centaine d'étudiants une fois résolus les problèmes de locaux.

39. Quelques participants ont exprimé des doutes quant à la fiabilité des estimations qui avaient été fournies, particulièrement en ce qui concernait les besoins de formation statistique. On a précisé que ces estimations avaient été établies sur la base des renseignements fournis par deux enquêtes organisées respectivement par la CEA et par le CESD. Des renseignements complémentaires avaient été tirés du Répertoire des statisticiens africains et des données recueillies lors d'autres enquêtes effectuées par la CEA dans la passé. Ces renseignements provenaient donc surtout de sources nationales, mais les consultants et le secrétariat avaient dû établir leurs propres estimations pour quelques pays pour lesquels on n'avait pu obtenir les informations nécessaires.

40. La Conférence a été d'avis que malgré leurs imperfections, les chiffres présentés dans les tableaux relatifs au PFSA donnaient probablement une idée assez complète et réaliste de la situation générale.

41. Une autre question a été soulevée concernant le manque de candidats valables à la formation statistique. On a rappelé à ce sujet quelques solutions qui avaient été suggérées par le Groupe de travail, à savoir l'introduction de l'enseignement statistique dans les écoles secondaires, l'ouverture de classes préparatoires dans les centres de formation statistique, l'admission de certains étudiants sans concours, suscitation de motivations chez les étudiants, etc.. On a été d'accord pour reconnaître qu'il fallait dans tous les cas assurer la qualité de la formation.

42. Certains représentants ont fait observer qu'en raison de leurs besoins considérables, les bureaux de statistique de leur pays avaient recruté des étudiants formés dans des disciplines connexes comme l'économie et la sociologie et donné à ces étudiants une formation pratique et théorique en cours d'emploi. On a suggéré que le contenu des programmes d'enseignement statistique dans ces disciplines connexes soit amélioré.

43. La Conférence a pris bonne note de la suggestion tendant à organiser tous les deux ans une réunion des directeurs des centres.

44. Elle a reconnu la nécessité d'ajouter des cours de traitement des données aux programmes de formation statistique. Elle a reconnu en outre qu'une fois formé, un statisticien devrait être capable d'utiliser les programmes (packages) et qu'il ne suffisait pas qu'il puisse communiquer seulement avec le personnel s'occupant du traitement des données.

45. La Conférence a reconnu l'existence de besoins spécifiques devant recevoir une attention particulière dans le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) et l'accord s'est fait sur les points suivants :

- 1) Les pays de langue portugaise, ayant récemment accédé à l'indépendance, avaient besoin d'une aide spéciale, et un projet distinct devrait probablement être organisé à leur intention en raison des problèmes spécifiques auxquels ils devaient faire face.
- 2) Un nouveau cours devrait être organisé au niveau "ingénieur statisticien économiste" pour le groupe francophone, cours qui viendrait compléter les activités du CESD de Paris et du Centre de Rabat. Ce nouveau cours pourrait être organisé dans l'un des autres centres existants.
- 3) Le nouveau centre francophone de Kigali devrait mettre en route aussi rapidement que possible un cours de niveau moyen.
- 4) L'Institut de Kampala, qui était le projet posant le plus de difficultés dans le cadre du programme, devrait être organisé sur une base régionale effective si l'on voulait pouvoir répondre à la demande de cadres supérieurs dans les pays anglophones.
- 5) Le Nigéria, pays le plus étendu de la région, avait des besoins en conséquence. Ce pays s'efforcerait de financer la formation du personnel qui lui était nécessaire mais il aurait besoin de l'assistance d'experts. Il fallait également envisager un échange d'étudiants avec les autres pays africains afin d'éviter l'isolement du Nigéria.
- 6) L'expansion des installations de l'Université du Ghana était envisagée en tant que moyen important pour remédier aux insuffisances de la formation de cadres pour le groupe des pays anglophones. Si les autorités du Ghana acceptaient l'idée, un nouveau projet devrait être négocié.
- 7) Le centre anglophone de Dar es-Salaam (EASTC), qui dispensait des cours de niveau moyen et intermédiaire, devrait augmenter sa capacité d'accueil aussitôt que possible pour satisfaire la demande croissante de la sous-région de l'Afrique de l'Est.

46. La Conférence a examiné le rôle de la CEA dans l'exécution du PFSA. Certains participants ont estimé que la CEA devrait coordonner l'utilisation des fonds qui seraient versés au titre du Programme. On a fait remarquer que si la CEA recevait le mandat de mobiliser les fonds nécessaires, il pourrait en résulter des répercussions d'ordre politique du fait que les pays, notamment ceux dans lesquels les centres de formation étaient installés, avaient des prérogatives dans ce domaine. De plus, en vertu de leurs statuts et règlements, certains organismes donateurs reconnaissent le pouvoir de négocier uniquement à des pays agissant individuellement ou à des groupes de pays.

47. La Conférence a été d'avis que la CEA devait jouer un rôle de coordination et d'animation et qu'à cet effet elle pourrait assurer la diffusion d'informations sur les activités de formation statistique, promouvoir le développement des programmes d'enseignement, notamment en renforçant la coopération entre les différents centres de formation, et aider à rechercher des ressources financières.

48. La Conférence a estimé que le document relatif au PFSA constituait une base satisfaisante pour le programme, mais qu'il devrait être révisé avant d'être envoyé pour approbation aux gouvernements africains puis, communiqué aux sources internationales et bilatérales d'assistance. Ce document devrait notamment indiquer comment les différents centres pourraient résoudre le problème de la formation des formateurs de façon à ce que les organismes puissent, à terme, ne plus dépendre de l'assistance extérieure. Il devrait aussi indiquer les possibilités de formation post-universitaire offertes par les différents centres. Enfin, il devrait fournir plus de détails sur la question de la spécialisation, notamment dans le domaine de la formation au traitement des données.

49. La Conférence a réaffirmé qu'il fallait que les gouvernements expriment leur volonté de participer au financement du Programme : a) les pays hôtes en payant les coûts de fonctionnement des centres rattachés au PFSA, et b) les pays utilisateurs des centres en payant par exemple la part du montant des bourses correspondant aux frais d'études. Il a été précisé que ces bourses pouvaient également être financées par des sources extérieures comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui les imputerait sur les chiffres indicatifs de planification (CIP), et le programme pluri-annuel du Fonds européen de développement (FED).

50. Pour terminer, la Conférence a adopté le rapport du Groupe de travail, ainsi que le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA), sous réserve de la révision prévue au paragraphe 48 ci-dessus.

b) Assistance technique pour le développement de la statistique

51. La discussion avait pour base le rapport sur l'assistance technique pour le développement de la statistique en Afrique (E/CN.14/CAS.10/6), où étaient décrits les différents types d'activités d'assistance technique avec une classification assez générale en projets de pays, projets régionaux et projets interrégionaux. Ce document contenait un examen quantitatif de l'assistance technique fournie aux pays africains dans le domaine des statistiques par le PNUD, le FNUAP et certains pays dans le cadre d'un système de fonds d'affectation spéciale. Le rapport portait, d'une part, sur l'ensemble de la période au cours de laquelle des organismes des Nations Unies ont fourni une assistance technique dans le domaine des statistiques à des pays africains et contenait, d'autre part, des données concernant les deux dernières années.

52. Le rapport donnait des informations au sujet des bourses de perfectionnement octroyées et utilisées par les pays de 1974 à 1977, au titre des CIP des pays soit dans le cadre d'un projet soit en tant que projet séparé. Le rapport étudiait brièvement la pertinence des statistiques publiées en Afrique et décrivait également de manière générale comment les demandes d'assistance technique pour des activités réalisées par le PNUD et le FNUAP dans le domaine des statistiques devaient être présentées par les organismes nationaux de statistique.

53. En présentant le point de l'ordre du jour en question, un représentant du secrétariat a souligné que les activités de coopération technique étaient conçues principalement de manière à atteindre deux objectifs. Premièrement, elles devraient permettre aux pays de produire les données précises dont ils avaient besoin pour élaborer et/ou faire appliquer leurs plans de développement socio-économique ainsi que d'autres programmes du même type. Deuxièmement, elles devraient permettre aux pays de développer leur infrastructure statistique et d'acquérir les connaissances nécessaires pour parvenir à l'indépendance dans ce domaine.

54. Le représentant du secrétariat a fait observer que les fonds affectés aux activités d'assistance technique en général, et plus particulièrement aux statistiques économiques, diminuaient constamment.

55. Il a donc prié les participants à la Conférence de donner des indications quant à la manière de mettre fin à cette tendance, étant donné que l'analyse des statistiques publiées en Afrique figurant dans le document ne permettait pas de conclure qu'un niveau satisfaisant avait été atteint en ce qui concernait la production des statistiques économiques. Au contraire, cette analyse indiquait plutôt qu'il fallait encore prendre des mesures dans de nombreux pays africains afin d'améliorer la qualité des statistiques et, en particulier, des statistiques économiques.

56. Le représentant du secrétariat a également fait observer aux participants à la Conférence que le Bureau de statistique de l'ONU mettait au point les programmes supplémentaires de traitement des données provenant de recensements et d'enquêtes destinés aux petits ordinateurs, au titre d'un projet exécuté sous les auspices du FNUAP, et que l'on avait mis au point un programme tout fait de mise en page venant compléter le XTALLY. Le représentant du secrétariat a informé la Conférence qu'un programme tout fait de mise en page plus étendu et plus perfectionné était en cours d'élaboration et serait publié à la fin de l'année 1977.

57. Les participants à la Conférence ont à nouveau fait part de leur grave préoccupation déjà exprimée lors de la neuvième session de la Conférence des statisticiens africains face à l'insuffisance des fonds affectés aux activités d'assistance technique dans le domaine des statistiques.

58. Les représentants du secrétariat et du PNUD ont expliqué aux participants à la Conférence qu'il incombait aux pays d'inscrire au titre de leur CIP des programmes permettant d'appuyer les activités d'assistance technique dans le domaine des statistiques. On a fait observer que les pays avaient de plus en plus tendance à considérer l'assistance technique dans le domaine des statistiques comme une question secondaire. Les représentants du secrétariat et du PNUD, tout en reconnaissant que les ressources financières affectées à l'assistance technique dans le domaine des statistiques dans les pays de la région ne cessaient de diminuer, ont demandé aux bureaux de statistique de la région de persuader leur Ministère du plan ou tout autre organe jouant un rôle de coordination pour tous les programmes d'assistance technique, de faire des statistiques l'un des domaines prioritaires dans le programme d'assistance technique du pays.

59. Les participants à la Conférence ont accordé une attention considérable aux problèmes relatifs à la nomination des conseillers techniques ainsi qu'aux qualifications et au travail des experts internationaux. Certains participants ont voulu savoir si le secrétariat accepterait de recruter un expert qui lui aurait été présenté par eux. D'autres participants ont fait observer qu'un pays, ignorant ses besoins véritables, pourrait solliciter une assistance technique afin d'effectuer une certaine enquête alors qu'en réalité cette enquête n'était pas importante à ce moment-là pour le développement de ses statistiques. Il a été suggéré au secrétariat de conseiller au pays en question de mettre fin à cette enquête dès qu'il en aurait connaissance au lieu de laisser l'enquête se poursuivre et s'achever sans donner de résultats significatifs.

60. Le représentant du secrétariat a déclaré que l'on donnerait toute l'attention voulue à la possibilité de recruter un expert proposé par un pays s'il était qualifié, et a fait observer que, dans la plupart des cas, l'expérience avait démontré que les experts proposés par les pays n'avaient pas rendu des services satisfaisants. Il a donc mis les participants à la Conférence en garde contre les conséquences éventuellement désagréables de la désignation d'experts par les pays afin de remplir les postes vacants dans le cadre des projets de pays.

61. Le représentant du secrétariat a ensuite invité les pays demandant des assistants techniques à adjoindre des homologues aux experts, car c'était là le seul moyen pour que l'assistance technique fournie puisse donner les résultats souhaités en matière de transfert de compétences aux pays. Certains participants ont alors proposé que, pour être sûr que des homologues qualifiés seraient affectés aux projets par les pays membres, le secrétariat devrait demander aux pays de fournir la notice personnelle des homologues pour chaque projet, au moment de la présentation des demandes d'assistants techniques. Cette proposition a été rejetée par la Conférence.
62. En conclusion à ce point de l'ordre du jour, les représentants du secrétariat et du PNUD ont souligné qu'il appartenait en dernier ressort à chaque pays de décider des domaines pour lesquels il souhaitait demander une assistance technique à imputer au CIP du pays. Le secrétariat a en conséquence invité les pays membres à élaborer des programmes de développement statistique portant sur trois à cinq années et à faire en sorte que ces programmes répondent aussi bien aux besoins actuels des responsables qu'aux besoins généraux des autres utilisateurs. Le secrétariat a fait observer que les statistiques ne constituaient pas un domaine de réalisations tangibles, à l'instar des travaux publics. Aussi les statisticiens devaient-ils cesser de considérer l'élaboration des statistiques comme une fin en soi et commencer à orienter leur production en vue de l'action, afin de servir utilement les responsables des politiques. Les statisticiens ont en conséquence été invités à mener une campagne énergique pour faire valoir les produits de leur discipline. C'était là un point très important, eu égard au peu de cas qu'on faisait habituellement des statistiques dans les pays en développement.
63. Le représentant du secrétariat s'est alors référé à une lettre du 6 août 1977 adressée par l'Administrateur adjoint du PNUD à tous les représentants résidents du PNUD, leur demandant d'effectuer dans chaque pays une étude spéciale sur le mécanisme de coordination de l'assistance technique dans le domaine statistique. A cet égard, il a été suggéré qu'à l'avenir on devrait fournir des renseignements concernant tous les projets en matière de statistique ainsi que les éléments statistiques d'autres projets exécutés par tous les organismes spécialisés des Nations Unies en vue de donner une image plus complète de la situation.
64. Le secrétariat a informé les participants que cette lettre avait été envoyée par le PNUD à l'instigation du Bureau de statistique des Nations Unies, conformément aux directives du Groupe de travail de la Commission de statistique de l'ONU.
65. Dans le cadre d'une enquête antérieure, de rares pays avaient répondu en fournissant des renseignements sur le mécanisme de coordination existant chez eux, tandis que d'autres avaient fait savoir qu'ils ne possédaient aucun mécanisme de ce genre. Le taux de réponse des pays africains avait été médiocre.

66. Le Groupe de travail avait examiné un rapport fondé sur les réponses reçues et recommandé que le Bureau de statistique de l'ONU étudie cette question plus avant. En vue d'obtenir des renseignements sur les pratiques en vigueur dans les pays africains, le secrétariat a distribué la lettre du PNUD aux participants et demandé aux pays membres de fournir des informations indiquant :

- a) Quel mécanisme existait dans chaque pays pour la coordination de l'assistance technique en général, et pour celle de l'assistance technique dans le domaine statistique en particulier;
- b) Si le mécanisme, dans le cas où il existe, était opérationnel.

67. Le secrétariat a également demandé aux pays membres de donner des exemples précis de problèmes ou de cas où l'absence de coordination pouvait avoir conduit à des chevauchements d'activité ou à un manque d'efficacité dans l'utilisation des ressources. Le secrétariat souhaitait connaître aussi les cas de coordination particulièrement efficace existant à l'échelon national.

68. Le secrétariat a demandé aux pays membres de fournir ces renseignements par écrit, afin de ne pas retarder l'examen des autres points de l'ordre du jour.

Comptabilité nationale et statistiques connexes (point 6 de l'ordre du jour)

a) Application du système de comptabilité nationale révisé

69. Au titre de cet alinéa, la Conférence a examiné les documents suivants : "Déficiences actuelles des estimations de comptabilité nationale en Afrique et amélioration en vue d'une application plus poussée du SCN" (E/CN.14/CAS.10/7); "Mesure et évaluation de la production non commercialisée" (E/CN.14/CAS.10/8) et "Passage du système français (Courcier) de comptabilité nationale au système révisé de comptabilité nationale (SCN) et vice versa" (E/CN.14/CAS.10/9).

70. L'examen des deux premiers sujets a porté sur le développement des données de base utilisées pour la comptabilité nationale et la troisième étude visait à aider les comptables et planificateurs nationaux des pays francophones habitués au système français (Courcier) à adopter sans difficultés le SCN.

71. On a déterminé que les statistiques de base utilisées pour l'établissement de la comptabilité nationale dans de nombreux pays souffraient des trois déficiences communes suivantes :

- a) Insuffisance des statistiques de production brute et de valeur ajoutée de l'agriculture, particulièrement pour les cultures vivrières et l'élevage;
- b) Manque d'information sur la production brute et la valeur ajoutée pour le secteur des services et absence de données concernant les activités non organisées qui ne sont pas couvertes par les recensements et enquêtes;

- c) Manque d'informations satisfaisantes sur les dépenses des ménages.

72. La Conférence a examiné des suggestions tendant à l'amélioration tant quantitative que qualitative des statistiques de base en tant que condition indispensable à l'amélioration de la qualité des estimations concernant les comptabilités nationales.

- a) Enquêtes annuelles bien organisées sur la production agricole, avec de nombreuses opérations de mesure de rendement, enquêtes par sondage visant à recueillir des renseignements sur la main-d'oeuvre, les modes et utilisations de la production, le mode d'exploitation, les dépenses pour les consommations intermédiaires, la formation de capital fixe, etc.;

- b) Enquêtes par sondage concernant l'élevage, la pêche, le secteur des services et les autres activités non organisées;

- c) Enquêtes sur le budget des ménages en vue de recueillir des informations sur la répartition des revenus, la consommation, l'épargne, etc..

73. La Conférence a reconnu qu'il conviendrait de remédier à ces déficiences pour permettre aux comptabilités nationales de devenir un outil efficace d'analyse et de planification économiques. Certains participants ont soulevé la question de la nécessité d'une collaboration interne entre le service responsable de l'établissement des comptabilités nationales et le département qui utilise les statistiques, en vue de l'élaboration des programmes de mise au point des statistiques. L'utilité d'enquêtes polyvalentes a été soulignée, compte tenu des ressources limitées des pays de la région.

74. Le représentant du Nigéria a informé la Conférence que son pays avait adopté le SCN malgré l'existence, dans les statistiques de base, de nombreuses lacunes qu'il faudrait combler dans les années à venir, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie, des transports routiers et des services de distribution. En ce qui concernait la production non commercialisée, il a dit que l'évaluation de ces activités n'était pas encore commencée dans la comptabilité nationale nigérienne du fait du manque de données pertinentes et de personnel. Des efforts étaient cependant déployés pour inclure cette partie de la production dans la comptabilité nationale.

75. Le représentant de l'Algérie a informé la Conférence que son pays a bien adopté le SCN mais envisage en même temps de présenter ses agrégats de comptabilité nationale conformément à son propre système, afin de répondre aux besoins de l'économie algérienne et d'adopter certaines notions et définitions de la CPM (comptabilité du produit national). Concernant les estimations de la production non commercialisée, il a fait remarquer les faiblesses de la méthode tendant à considérer cette production comme résiduelle. Il a exprimé le souhait qu'une méthode plus "raffinée" d'estimation soit trouvée. Il lui a été répondu que l'exactitude des estimations de la production non commercialisée dépendait des informations disponibles et que cette méthode pouvait être améliorée si l'on disposait d'un plus grand nombre de données pertinentes.

76. La Conférence a décidé que le secrétariat de la CEA devrait établir, pour sa prochaine session, un rapport sur le degré de mise au point des comptabilités nationales dans la région et sur l'utilisation faite des données.

77. La Conférence a reconnu que, dans le domaine de la comptabilité nationale, de nombreux pays de la région auraient encore besoin d'assistance technique pendant un certain temps. Le représentant de l'OCAM a fait remarquer que les efforts déployés par le secrétariat de la CEA dans ce domaine devraient être poursuivis et que les activités de formation du personnel national devraient être intensifiées.

78. Compte tenu de l'importance de la production non commercialisée, ou production de subsistance, dans l'économie de nombreux pays africains, la Conférence s'est félicitée de l'idée de la création d'un groupe de travail qui fournirait des directives concernant la mesure et l'évaluation de ces activités. Ce groupe aurait pour objectif d'appeler l'attention sur les données à fournir et sur la manière de les utiliser pour améliorer les estimations des activités non commercialisées dans la comptabilité nationale des pays de la région.

79. Malgré les progrès considérables accomplis dans la région en ce qui concernait l'application du SCN au cours des neuf dernières années et malgré le fait que de nombreux pays africains qui avaient autrefois appliqué le système Courcier s'étaient maintenant plus ou moins convertis au SCN, l'intérêt de cette étude a été reconnu pour les comptables et planificateurs nationaux car elle fournissait des directives permettant de faire des ajustements et des approximations en vue d'obtenir des séries à peu près comparables répondant aux besoins de la planification du développement économique.

80. Le représentant du Centre de formation de Munich a fait savoir à la Conférence que deux stages de formation en matière de comptabilité nationale fondée sur le SCN révisé et comportant notamment des tableaux d'entrées-sorties seraient organisés au Centre en 1978 : un de mars à juin pour les pays anglophones et un autre de septembre à décembre pour les pays francophones. Dans ces deux stages, l'accent sera mis sur l'adaptation du SCN révisé aux pays en développement. Le représentant du Royaume-Uni a aussi informé la Conférence qu'un séminaire consacré à la comptabilité nationale serait organisé de janvier à avril 1978 à l'intention des producteurs et utilisateurs des statistiques du revenu national, à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex. Des bourses seraient octroyées pour ce séminaire.

81. Une liste de projets de modifications au programme de travail de la CEA en matière de comptabilité nationale, de finances et de prix a été diffusée pour examen au titre du point 9.

b) Statistiques du secteur public

82. Un représentant du secrétariat a signalé que des documents sur les "Statistiques des finances publiques, 1970-1974" et sur les "Investissements en capital et financement dans le secteur public, 1960-1975" avaient été élaborés pour le onzième numéro du Bulletin d'information statistique de la CEA. Comme le Bulletin était encore sous presse, des exemplaires de ces documents seraient envoyés à tous les bureaux de statistique des pays de la région dès qu'ils seraient prêts.

83. Le représentant du secrétariat a passé en revue les déficiences et les lacunes des statistiques courantes concernant le secteur public en général et a invité la Conférence à faire des recommandations sur les mesures correctives à prendre pour améliorer ces données.

84. La Conférence a noté que l'une des raisons de la publication tardive de certains documents des pays était la nécessité, dans certains cas, d'obtenir l'autorisation du gouvernement de publier ces documents et dans d'autres cas la dimension des pays. Il a été suggéré qu'il serait possible aux services de statistique des pays de la région qui avaient besoin de l'autorisation de leurs gouvernements et ne pouvaient publier leurs documents qu'après de longs délais, de demander l'autorisation spéciale d'extraire certaines données afin de pouvoir les communiquer par avance.

85. Il a été suggéré au secrétariat, compte tenu de l'importance du secteur public, d'entreprendre une étude portant sur les pays africains qui avaient jusqu'ici défini le secteur public de manière adéquate.

86. La Conférence a été informée du fait que le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies était en train d'élaborer un rapport pour la prochaine session de la Commission de statistique. Ce rapport traiterait notamment des progrès accomplis dans l'établissement d'un manuel sur le secteur public qui comporterait une classification révisée des fonctions du gouvernement. Ce rapport porterait également sur l'état d'avancement des travaux concernant les manuels sur le FMI et le Bureau de statistique de l'ONU et notamment des modifications qu'il convenait d'apporter aux deux manuels et qui avaient été approuvées par la Commission de statistique à sa dix-neuvième session.

c) Prix

87. Présentant cette question, le représentant du secrétariat a informé les participants que le document y relatif (E/CN.14/CAS.10/10) n'avait pas pu être prêt à temps en raison de difficultés de reproduction. Il a ensuite appelé l'attention des participants sur la nécessité de mettre au point des statistiques des prix fiables compte tenu de l'accélération des taux d'inflation en Afrique depuis 1972 et a demandé à la Conférence d'examiner cette question compte tenu des considérations ci-après.

88. En premier lieu, cette mise au point des statistiques des prix devait être considérée du point de vue de l'amélioration des systèmes existants : techniques de collecte et d'élaboration, formation d'agents compétents et responsables, mise à jour des coefficients de pondération, etc.

89. En deuxième lieu, la mise au point des statistiques des prix devait être examinée dans le cadre du Projet CEA de comparaison des prix, compte tenu du Projet ONU de comparaison internationale (PCI), ces projets devant permettre, entre autres, l'amélioration des statistiques des prix appliquées aux différents niveaux : concepts, définitions, caractéristiques et sélection de produits représentatifs, normalisation du "panier" de biens et services, etc..

90. En troisième lieu, la mise au point des statistiques des prix devait être envisagée dans le cadre du nouvel ordre économique international. Le relevé régulier des prix de quelques produits importants à différents niveaux des circuits de commercialisation permettrait d'élaborer une meilleure stratégie nationale en matière de prix.

91. En quatrième lieu, la mise au point des statistiques des prix pouvait être opérée grâce à l'intégration des opérations de collecte des données dans le cadre du Programme africain concernant la mise en place des dispositifs d'enquêtes sur les ménages (E/CN.14/CAS.10/17), ce qui permettrait l'obtention d'informations complémentaires sur les prix.

92. Enfin, la mise au point desdites statistiques pourrait être confiée à un groupe de travail organisé par la Conférence, qui fixerait les détails de ce projet, étant entendu que les dépenses entraînées par la convocation dudit groupe de travail seraient prises en charge par les gouvernements africains participants.

93. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont examiné d'une façon générale la question des prix ainsi que les divers éléments intervenant dans leur établissement, y compris les transactions relevant du commerce extérieur. Ils ont examiné également les difficultés inhérentes au rassemblement de statistiques satisfaisantes en matière de prix du commerce extérieur, et dont les plus évidentes étaient d'ordre institutionnel, par exemple les fluctuations monétaires et l'incertitude existant quant au niveau des prix du fait que dans leur formation interviennent des coûts qui correspondent à certains produits que faute d'un développement technique suffisant, de nombreux pays ne sont pas en mesure d'utiliser sans aide de l'extérieur. Ils ont également mentionné d'autres difficultés liées par exemple à l'utilisation de mesures locales, à l'établissement de spécifications et aux fluctuations imprévisibles des prix résultant de l'absence de planification de la commercialisation dans les pays de la région.

94. La Conférence a décidé de nommer un groupe de travail chargé d'étudier en détail le problème du rassemblement de statistiques des prix fiables et les moyens d'en assurer la publication à temps.

Statistiques économiques générales (point 7 de l'ordre du jour)

a) Commerce extérieur

95. Il a été rappelé que lors de sa neuvième session la Conférence avait souligné l'importance des statistiques du commerce extérieur et invité le secrétariat de la CEA à étudier les pratiques en vigueur dans les divers pays de la région en ce qui concernait les statistiques du commerce extérieur, à faire rapport sur cette question et à établir chaque année des tableaux analytiques régionaux, qui seraient dûment annotés dans une nouvelle publication annuelle intitulée "Statistiques africaines du commerce extérieur, Séries C : Tableaux récapitulatifs".

96. Cette nouvelle publication visait à satisfaire les besoins et la demande croissante des données relatives aux commerces extérieurs de l'Afrique ayant fait l'objet d'une analyse complète à l'échelon régional et sous-régional, en raison de l'approche commune adoptée par les pays membres dans le cadre de leurs négociations internationales, compte tenu des réalités du commerce intra-africain et du vif intérêt qu'ils manifestaient pour ce commerce.

97. Un membre du secrétariat a présenté un document sur les "Pratiques en vigueur en Afrique concernant les statistiques du commerce extérieur" (E/CN.14/CAS.10/11) qui était fondé sur une étude complète réalisée sur la base de nombreux travaux de recherche entrepris par les services du secrétariat et sur une enquête par correspondance effectuée auprès de 50 pays africains. Il a été souligné que si le nombre de réponses reçues des pays semblait encourageant, le secrétariat avait dû échanger une correspondance abondante et notamment envoyer des télégrammes aux pays intéressés, et que les réponses n'avaient été reçues que de la moitié des pays francophones et de deux pays lusophones seulement. En outre, en ce qui concernait une partie de la correspondance adressée à certains services nationaux en vue d'obtenir des précisions sur certaines réponses douteuses ou incomplètes, aucune réponse n'avait été reçue.

98. Il a été souligné que l'étude était utile dans la mesure où elle permettait de rédiger les notes explicatives nécessaires à une publication régionale et d'assurer la comparabilité des données nationales pertinentes. Il a toutefois été reconnu que l'analyse à laquelle il avait été procédé n'était pas complète parce que certains pays n'avaient pas répondu aux questionnaires et il a été convenu que ces pays devaient retourner à la CEA, dans les meilleurs délais possibles, les questionnaires complétés et que tous les pays intéressés devaient donner suite, d'urgence, aux demandes de renseignements supplémentaires qui leur avaient été adressées.

99. La Conférence a appris que si, dans l'ensemble, le processus d'établissement et de publication des rapports annuels durait au total huit mois, les statistiques du commerce extérieur dont disposait le secrétariat pour l'année 1975 ne concernaient que 23 des 54 pays de la région et, pour 1976, quatre de ces pays seulement. En outre, pour ce qui était de certains autres pays, le secrétariat n'avait pu obtenir aucune donnée de première main.

100. Il a été souligné que des exemplaires de publications pertinentes ou des imprimés pouvaient être envoyés à la CEA par la valise diplomatique du PNUD. En outre, des doubles de bandes magnétiques pouvaient être envoyés au Bureau de statistique de l'ONU à New York, à son service des statistiques du commerce à Genève ou directement à la CEA afin que les données nécessaires parviennent au secrétariat en temps opportun. Les pays devaient envoyer ces renseignements gratuitement, car la CEA ne disposait pas de crédits à cette fin et ils recevraient en échange des publications de la CEA. Il a été souligné en outre que des accords d'échange existaient entre la Communauté économique européenne à Luxembourg et le Bureau de statistique de l'ONU, de sorte qu'il n'était pas nécessaire pour les pays envoyant des bandes à Luxembourg de les envoyer ailleurs.

101. Il a été proposé qu'en raison des difficultés d'impression et de distribution que connaissaient certains pays, un certain nombre d'exemplaires de rapports statistiques annuels soient reproduits à l'avance sur duplicateur pour gagner du temps. A cette fin, le représentant du Royaume-Uni a suggéré que des pays pourraient envisager de demander une aide dans ce domaine.

102. On a également estimé que les coûts pourraient être sensiblement réduits en reproduisant les données sur microfiches dont trois films au maximum suffiraient pour l'ensemble des statistiques commerciales annuelles d'un pays africain donné. Il faudrait, à cet effet, acquérir une imprimante et une visionneuse de microfiches, dont le coût semblait à la portée des pays, même les plus petits.

103. Il a été noté qu'il y avait des différences sensibles dans les pratiques suivies en ce qui concernait la couverture des statistiques et qu'aucun des pays considérés n'appliquait les recommandations internationales relatives au traitement des marchandises qu'il était souhaitable d'inclure dans les statistiques commerciales, d'exclure de ces statistiques ou d'enregistrer séparément. Il y avait également d'importantes différences en ce qui concernait la détermination de la valeur de certaines marchandises et des quantités, les classifications des marchandises, la définition et la classification des partenaires commerciaux ainsi que l'élaboration d'indices. En outre, dans leur grande majorité, les pays n'élabora- raient pas d'indices pertinents.

104. On a admis que tout Etat souverain devrait entreprendre ses propres activités statistiques et faire rapport sur elles en fonction de ses propres besoins, mais qu'en raison de la demande de données régionales, il était urgent de normaliser les concepts, les définitions et les pratiques dans le domaine des statistiques du commerce international. L'étude a été critiquée dans la mesure où elle ne comportait aucun point relatif au degré de détail des classifications utilisées ou à l'utilisation de classifications secondaires telles que les statistiques par utilisation finale ou par catégorie économique. Néanmoins, il a été convenu que les besoins en matière de normalisation pouvaient être satisfaits si chaque pays de la région adoptait et utilisait les normes pertinentes des Nations Unies et que le secrétariat devait entreprendre et entretenir à cette fin une correspondance suivie avec les services statistiques nationaux de ces pays.

105. La Conférence a appris que le premier numéro de la publication "Statistiques africaines du commerce extérieur, Serie C : Tableaux récapitulatifs" avait été établi, mais qu'il n'avait pas encore été imprimé. Une épreuve était exposée et les participants étaient invités à formuler des observations. Editée en anglais et en français, la publication portait sur une période de 11 années prenant fin en 1976 et comportait un peu moins de 400 pages. Elle contenait 17 tableaux de référence portant sur la valeur des importations et exportations par section de la Classification type du commerce international des Nations Unies, le volume et la valeur des principales exportations, les courants commerciaux, les matrices du commerce intra-africain, les indices du volume et de la valeur unitaire des échanges ainsi que les termes de l'échange. Il a été souligné que les tableaux relatifs aux courants commerciaux, et plus particulièrement les matrices visées, faisaient apparaître les graves déficiences enregistrées au niveau des pays et que pour élaborer des statistiques régionales pertinentes, le secrétariat devrait disposer de données complètes sur les importations en provenance et les exportations à destination de chaque partenaire commercial par produit.

106. Le document comportait également une étude analytique détaillée du commerce extérieur africain au cours de la période considérée.

107. La Conférence a accueilli avec satisfaction la publication de ce document qui constituait un sérieux effort favorisant l'avancement de la cause de la région et il a été convenu que dès qu'il serait prêt, des exemplaires devraient être envoyés aux divers services statistiques nationaux africains qui étaient invités à formuler des critiques approfondies qui seraient toutes prises en considération lors de l'établissement du numéro suivant.

b) Energie

108. Le programme concernant les bilans énergétiques selon le modèle établi par le Bureau de statistique de l'ONU à New York a été présenté aux participants (E/CN.14/CAS.10/12). Ce document contenait une liste des produits énergétiques, un tableau illustrant la présentation des bilans énergétiques et un résumé des divers profils sectoriels. Un représentant du Bureau de statistique de l'ONU a souligné l'urgente nécessité de dresser l'inventaire des données concernant tous les produits énergétiques. Ces données devaient être établies très soigneusement et contrôlées par recoupement avec toutes les sources d'information disponibles. Les bilans énergétiques ne pouvaient être établis valablement qu'à partir de données dignes de foi.

109. Une délégation a appelé l'attention sur certains problèmes relatifs à la mesure de l'énergie non commerciale et a cité les cas du bois de chauffage et du charbon de bois, pour lesquels il n'avait pas été établi de coefficients de mesure énergétique. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont reconnu la nécessité d'élaborer une méthodologie dans ce domaine et demandé également que des facteurs de conversion normalisés applicables aux divers produits énergétiques soient désormais inclus dans les questionnaires adressés aux pays.

c) Industrie

110. Un rapport intitulé "Evolution et amélioration des statistiques industrielles africaines" a été présenté par le secrétariat (E/CN.14/CAS.10/13).

111. Ce document contenait une bibliographie des rapports d'enquêtes industrielles nationales qui avaient été reçus par le secrétariat. Les participants ont été invités à contribuer à la mise à jour de ce tableau et, le cas échéant, à envoyer au secrétariat les publications manquantes. Les pays devraient également indiquer au secrétariat les renseignements manquants et les corrections à apporter au tableau contenant des données sur la production industrielle brute.

112. Un représentant du secrétariat a appelé l'attention sur le tableau 3, en particulier en ce qui concernait le nombre des rubriques pour lesquelles les renseignements manquaient. Ce tableau illustrait le danger d'une comparaison des données à l'échelon international. De nombreux renseignements paraissaient impossibles à obtenir de certains pays, alors qu'ils étaient disponibles pour d'autres. Le secrétariat serait heureux de recevoir des commentaires au sujet de ce tableau et des explications quant aux renseignements manquants. Afin d'améliorer la qualité des résultats des enquêtes industrielles, le secrétariat a suggéré qu'à l'avenir les données relatives à la production brute soient divisées en trois sous-rubriques distinctes, à savoir biens de consommation, biens intermédiaires et biens d'équipement. Ce système présentait de nombreux avantages, comme d'éviter les doubles comptages, d'augmenter les possibilités d'étude des échanges interindustriels et de différencier les produits intermédiaires et les produits terminaux.

113. En réponse à une suggestion du secrétariat tendant à la fixation d'un chiffre d'effectif minimal uniforme pour les établissements (20 employés ou plus) aux fins des enquêtes industrielles annuelles, de nombreuses délégations ont fait savoir que c'était là une décision arbitraire dont l'application par tous les pays serait très difficile en raison des conditions locales. Certaines délégations ont cependant accepté la proposition du secrétariat de publier au moins les principaux résultats de leurs enquêtes de telle manière que les résultats concernant les grandes et moyennes installations industrielles (20 employés ou plus) puissent être facilement dégagés.

114. De nombreuses délégations ont également souligné la nécessité d'augmenter le nombre des unités d'étude à inclure dans les enquêtes annuelles en réduisant le chiffre d'effectif minimal des unités de 10 à 5 employés, comme dans les enquêtes-repères.

115. De nombreuses délégations se sont prononcées pour la création, dès que possible, d'un groupe de travail des statistiques industrielles. Ce groupe de travail devrait s'occuper de plusieurs questions, notamment les méthodes à suivre pour les enquêtes industrielles, le Programme mondial des statistiques industrielles de 1983, les enquêtes par sondage sur la petite industrie et les industries ménagères, l'enregistrement des établissements industriels, le problème des activités mixtes des établissements industriels. La Conférence a reconnu qu'outre l'étude des méthodes, il était nécessaire d'examiner la périodicité des

publications sur les statistiques industrielles. Il a été convenu qu'il était également nécessaire de disposer de chiffres mensuels et trimestriels. Les données devraient être recueillies par marchandise comme cela se faisait déjà dans divers pays. Certains orateurs ont exprimé leur avis sur la nécessité de procéder à des enquêtes de base à des intervalles périodiques de cinq ans et non pas tous les dix ans comme cela se faisait actuellement.

116. En ce qui concernait le Programme mondial de statistiques industrielles pour 1983, maintes délégations se sont déclarées disposées à y participer. Certaines délégations ont suggéré que cette enquête de base soit préparée par un groupe de travail s'intéressant à l'enregistrement des petits établissements industriels. On a suggéré que le Programme de 1983 devrait être élargi pour inclure les recensements des constructions, du commerce, etc., comme certains pays l'ont fait dans le passé. On a décidé que le groupe de travail qui a été proposé serait saisi de cette question. Il a été également suggéré que le Centre de Munich pourrait envisager de répéter son cours sur les statistiques industrielles et artisanales en 1981.

d) Agriculture

117. Le fonctionnaire de la CEA responsable des statistiques de l'agriculture a expliqué aux participants que le représentant de la FAO n'était pas en mesure de présenter son rapport en raison de quelques difficultés d'ordre administratif. Néanmoins, vu l'importance que revêtait l'agriculture, il était nécessaire de mentionner certains des travaux effectués par la FAO dans la région, dans le domaine des statistiques agricoles, en particulier ceux où ces travaux complétaient les activités de la CEA dans la région.

118. Il a été fait mention des types très variés de données statistiques agricoles qui étaient recueillies et publiées par la FAO. C'était parce que les pays de la région étaient essentiellement des pays agricoles que ces statistiques, comme l'avait souligné le Secrétaire exécutif dans sa déclaration liminaire à la Conférence, constituaient un élément important permettant d'apprécier la "qualité de la vie". En effet, il était indispensable d'utiliser des données relatives à la situation agricole pour atteindre cet objectif ou lorsqu'on cherchait à élaborer des indices permettant d'apprécier le bien-être de l'homme.

119. Les participants à la Conférence ont appris que deux consultants avaient récemment achevé une étude sur l'élevage qui devait permettre de mettre au point des méthodes pour le rassemblement de statistiques sur les produits de l'élevage dans la région. Ils ont appris en outre que la CEA et la FAO collaboraient pleinement à l'exécution de ce projet.

120. Le représentant de la FAO a présenté les plans détaillés qui avaient été élaborés pour encourager le plus grand nombre de pays possible à participer à la série de 1980 du Programme agricole de recensement de l'agriculture. La FAO assurait et se proposait d'assurer une assistance aux pays de la région. Ce programme et le programme d'enquêtes sur les ménages de la CEA étaient complémentaires et les pays de la région devaient donc s'efforcer de coordonner les deux activités.

121. Les participants ont été mis au courant des procédures à suivre pour présenter des demandes d'assistance à la Division de la statistique de la FAO et ont été informés des stages de formation proposés en vue du recensement mondial de l'agriculture de 1980. Il était également envisagé d'exécuter des projets visant à améliorer les statistiques de l'agriculture dans les pays de la région, qui porteraient notamment sur les améliorations apportées à l'infrastructure.

122. Un appel a ensuite été lancé à la FAO pour que celle-ci accorde la priorité à la nomination du titulaire au poste de statisticien régional à Accra, qui était vacant depuis près de deux ans. Il était nécessaire de prendre d'urgence une décision en la matière parce que les pays avaient de plus en plus besoin d'informations statistiques agricoles.

e) Autres statistiques économiques

123. A propos de cette sub-division de l'ordre du jour, le secrétariat a d'abord présenté un bref exposé sur une étude relative à l'élaboration de statistiques du tourisme, étude qu'il avait préparée et qui serait publiée dans le numéro 11 du Bulletin d'information statistique pour l'Afrique. En raison de difficultés d'impression, ce document n'avait malheureusement pas pu paraître à temps pour la Conférence.

124. Comme suite à cet exposé, un participant a soulevé le problème des voyages touristiques tous frais compris, proposés par les agences de voyage. D'autres participants ont estimé qu'il était nécessaire d'arrêter des normes et des directives permettant de mieux rendre compte statistiquement du tourisme dans les pays africains. En réponse, le secrétariat a fait remarquer que l'étude qu'il avait élaborée sur les statistiques du tourisme avait justement pour principal objectif de fournir des directives pouvant aider les pays africains à établir leurs statistiques touristiques. Cette étude traitait des problèmes qui venaient d'être soulevés et proposait des solutions à leur apporter. Un autre participant a suggéré que le secrétariat se penche sur le problème des effets du tourisme sur les pays africains et prépare à cet égard une méthodologie permettant d'identifier ces effets. Le secrétariat a pris bonne note de cette demande, mais a souligné la difficulté du problème en raison de la complexité des éléments en jeu et de l'absence de statistiques dans ce domaine.

125. Le secrétariat a d'autre part présenté, toujours au titre de cet ordre du jour, une étude portant sur les statistiques des transports, à savoir : les transports ferroviaires, les transports maritimes et les transports routiers qui avait paru dans les numéros 8 et 9 du Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique.

126. L'exposé de ce sujet n'a donné lieu à presque aucun commentaire. Un participant a évoqué la complexité des opérations en matière de statistiques des transports et un autre a parlé des problèmes qui se posent lorsqu'un chemin de fer dessert plusieurs pays. Le secrétariat, tout en pensant que ces derniers problèmes pourraient trouver leurs solutions dans une concertation entre les pays concernés, a reconnu néanmoins la nécessité d'examiner plus avant ces problèmes.

Statistiques démographiques et sociales (point 8 de l'ordre du jour)a) Recensements et enquêtes de la population et de l'habitation

127. Trois documents de travail ont été soumis par un membre du secrétariat (E/CN.14/CAS.10/14, 15 et 16). Les participants ont été invités à soumettre au secrétariat aussi rapidement que possible après la Conférence des observations écrites plus détaillées sur le principal document à l'examen (E/CN.14.CAS.10/15), afin que ces observations puissent être prises en considération lors de la révision dudit document. Il a été prévu que cette révision porterait sur des points tels que les références chronologiques pour les questions économiques, qu'on avait omis de mentionner dans le présent rapport. La réunion a également été informée que les projets de recommandations de la Conférence seraient examinés par un groupe d'experts choisis parmi des personnes venant de toutes les régions, groupe qui se réunirait à New York au début de 1978. Les recommandations soumises à ce groupe formeraient la base des principes et recommandations pour le recensement de la population et du logement en 1980.

128. Dans le débat qui a suivi, les participants ont regretté que la CEA ne soit pas en mesure de réunir le groupe de travail pour examiner les recommandations concernant l'Afrique pour le recensement de la population et de l'habitation de 1980. On a souligné qu'il était essentiel d'étudier en détail le document de la CEA et que pour les notions, définitions et classifications, il convenait de tenir compte des conditions de la région; il aurait donc été de beaucoup préférable qu'un groupe régional d'experts se réunisse pour examiner les recommandations formulées dans ces domaines avant de les soumettre à la Conférence plénière pour approbation. Le représentant du secrétariat a expliqué que l'on avait cherché à obtenir au cours des deux dernières années que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) ou un donneur bilatéral finance cette réunion, mais que les efforts dans ce sens n'avaient pas réussi. La Conférence a insisté néanmoins pour que l'on continue à faire des efforts en vue de réunir un groupe de travail ou un certain nombre de petits groupes de travail pour étudier les différents aspects des notions, définitions et classifications présentant de l'intérêt du point de vue de l'Afrique.

129. On a également souligné que, plus particulièrement pour les opérations de recensement, il fallait que la région cherche à se suffire à elle-même, les pays ayant les connaissances spécialisées nécessaires mettant des experts et des documents à la disposition des pays qui n'en avaient pas. Le recours à des experts venant de l'extérieur ne devait être encouragé qu'en dernier ressort, car un grand nombre d'entre eux n'était pas au courant des conditions existant en Afrique.

130. La Conférence a approuvé avec certaines réserves les principales recommandations contenues dans le document E/CN.14/CAS.10/15. En particulier, elle a pris acte du fait que les dispositions législatives régissant les recensements devaient être aussi souples que possible. L'inclusion de détails très spécifiques tels que des noms de personnes et des dates risquent d'exiger des révisions fréquentes de ces textes et entraîner de ce fait des délais inutiles. Pour les pays ayant une structure fédérale, on a suggéré que l'organisation des recensements soit l'un des domaines réservés relevant du Gouvernement fédéral.

131. Il a également été reconnu qu'un calendrier des recensements devait être établi avec soin afin que des dispositions adéquates puissent être prises pour toutes les opérations principales qu'il comportait. A cet égard, certains participants ont fait remarquer que la suggestion du secrétariat selon laquelle la meilleure solution serait d'organiser le recensement pilote un an avant le recensement proprement dit afin que les leçons qu'on en tirerait puissent être pleinement prises en considération avant le recensement lui-même n'était guère réaliste, en raison des délais intervenant normalement au niveau de l'établissement des cartes, ainsi que de la fluidité de la situation quant aux effectifs d'un certain nombre de bureaux de statistique de la région. Certains ont été d'avis qu'un délai de six mois avant le recensement serait plus réaliste pour l'organisation du recensement pilote. D'autres participants ont toutefois souligné qu'il était essentiel que le recensement pilote, qui devait être considéré comme une répétition générale du recensement lui-même, soit organisé sous des conditions climatiques presque identiques à celles du recensement proprement dit, afin que les difficultés qui pourraient se présenter puissent être prises en considération avant le recensement principal.

132. Il a également été reconnu qu'il fallait prévoir au budget des statistiques des crédits adéquats pour le financement de toutes les phases du recensement, depuis les opérations précédant le dénombrement jusqu'aux opérations de traitement et de publication des données et aux analyses ultérieures. On serait ainsi sûr qu'après que des sommes considérables auraient été consacrées à la collecte de données, il resterait suffisamment de fonds pour financer leur traitement et leur publication et pour les autres opérations postérieures au dénombrement. On a également reconnu que le budget devait être aussi souple que possible, ce qui permettrait de faire face à la situation sans trop de délais en cas de dépenses imprévues. Toutefois, il n'y a pas eu accord sur la question de savoir si les gouvernements africains devaient prendre en charge l'essentiel du coût financier des opérations de recensement. On a souligné que tel était l'objectif souhaitable à long terme, mais qu'un certain nombre de pays de la région pourraient avoir des difficultés à exécuter un programme de recensement sans une aide massive de l'extérieur.

133. La Conférence a repris à son compte le point de vue selon lequel un ensemble d'organismes tels qu'un comité central de recensement, un comité consultatif technique ainsi que des comités chargés de la communication et de la publicité ou des comités locaux devraient être créés, car ils avaient tous un rôle à jouer pour assurer le succès des opérations de recensement. On a souligné que grâce au comité interministériel (comité central chargé du recensement) il était généralement inutile de soumettre des mémoires détaillés au Cabinet, avec les délais que cela comporterait normalement.

134. Les participants ont également approuvé la suggestion selon laquelle les bureaux de recensement devaient être dotés d'une structure bien définie et d'un personnel adéquat.

135. Tout en reconnaissant que l'établissement de la carte des opérations de recensement était essentiel au succès de ce dernier, certains participants ont estimé que le coût relativement élevé de l'établissement de cette carte était excessif par rapport aux avantages qui pourraient en découler. Certains ont estimé que l'établissement d'une carte détaillée était inutile, et que des croquis pouvaient être substitués aux cartes; d'autres au contraire ont été d'avis que les cartes détaillées utilisées dans un certain nombre de pays africains avaient contribué à réduire les erreurs de couverture des recensements en fournissant un cadre géographique pour les opérations de contrôle de la qualité pendant le recensement, et qu'elles avaient servi de base pour la définition d'échantillons dans les enquêtes post-censitaires. Le secrétariat a réaffirmé le point de vue selon lequel le coût de l'établissement de cartes devait être considéré non seulement sous l'angle du recensement lui-même, mais encore sous l'angle des enquêtes intercensitaires, pour lesquelles on utilise les cartes établies pour le recensement.

136. En ce qui concernait les sujets recommandés pour les recensements de population (E/CN.14/CAS.10/15, pages 61-63), le secrétariat avait indiqué que les sujets "genre", "d'activité", "profession/métier", "branche d'activité" et "situation en matière d'emploi" étaient des sujets recommandés et non pas simplement d'autres sujets utiles comme on l'avait indiqué par erreur dans ce document. La Conférence en a pris acte et a accepté en principe les sujets recommandés. Toutefois elle a estimé qu'une étude plus détaillée de ces sujets devrait être entreprise avant d'en arrêter la liste définitive, mais qu'étant donné que le groupe de travail ne pourrait pas être réuni, la seule possibilité qui lui semblait lui rester était d'approuver en principe les sujets qui lui étaient recommandés. Toutefois, cette approbation ne voulait pas dire forcément que ces questions devaient être posées dans 100 p. 100 des cas ou seulement à un échantillon de la population. En général, il fallait tenir compte de quatre critères pour décider si des sujets devaient faire l'objet d'enquêtes à 100 p. 100 ou non. Les quatre critères mentionnés par la Conférence étaient le niveau de ventilation géographique souhaité pour les données, la qualité du personnel, le temps et le coût. Dans ce contexte, on a demandé au secrétariat d'étudier plus en détail la possibilité de collecter certaines des données recommandées au moyen des enquêtes post-censitaires plutôt qu'au moyen des opérations de recensement proprement dites. Les résultats de cette étude devraient être portés à l'attention de la prochaine session de la Conférence. Les participants ont estimé que dans les conditions qui existaient actuellement en Afrique, plus le questionnaire était court et plus on avait de chances d'obtenir de bons résultats. Certains participants ont émis l'avis que des questions portant sur des événements passés, par exemple les questions concernant les naissances et les décès donnaient des statistiques de qualité médiocre et ne devaient pas être incluses dans le recensement. Les méthodes d'exploitation recommandées pour les recensements de population ont également été approuvées, étant entendu qu'il fallait maintenir un équilibre entre les sujets recommandés et les méthodes d'exploitation recommandées.

137. En ce qui concernait les recensements de l'habitation, la Conférence a approuvé les sujets suivants tels qu'ils étaient recommandés pour inclusion dans les recensements de 1980 : nombre de pièces, type d'unité d'habitation, titre auquel l'habitation est occupée, matériaux constituant les murs, le toit et le plancher, source d'approvisionnement en eau, source de lumière, type de combustible, type de toilettes, salle de bain ou salle d'eau. Elle a également approuvé concernant les recensements de l'habitation les méthodes d'exploitation prévues dans les Principes et recommandations concernant les recensements de l'habitation de 1970 1/.

138. En ce qui concernait les enquêtes de contrôle de dénombrement, il a été souligné qu'en dehors de l'enquête pilote, on pouvait effectuer un certain nombre d'enquêtes préalables sur certains aspects du recensement. Certains participants ont toutefois demandé des directives quant à la méthode correcte à adopter pour les enquêtes de contrôle en général et quant au contenu de chaque type d'enquête en particulier. Ils ont suggéré que ces directives devraient être incorporées au document de la CEA à l'occasion de toute révision éventuelle.

139. En ce qui concernait le dénombrement des nomades, les participants ont approuvé la recommandation selon laquelle un sérieux travail préparatoire devrait être effectué dans les pays africains pour déterminer la meilleure méthode à appliquer, avant le choix et le contrôle final d'une méthode quelconque.

140. Un consensus s'est également dégagé en faveur de la recommandation selon laquelle un plan de mise en tableaux des résultats de recensement devrait être établi avant la mise au point définitive du questionnaire de recensement. La teneur du questionnaire devait être définie à partir des données requises par le programme de mise en tableaux. Le secrétariat a souligné qu'on pourrait ainsi établir un questionnaire optimal, avec lequel toutes les données rassemblées seraient mises en tableaux et analysées. Cette façon de procéder aiderait aussi considérablement l'expert en traitement des données.

141. Il a également été suggéré que, dans les pays ne disposant pas d'experts du traitement des données, les conseillers régionaux ou interrégionaux pourraient être invités à venir identifier dès que possible les besoins à satisfaire dans le domaine des méthodes et des ressources.

142. Des recommandations ont été formulées quant à la nécessité de la publication rapide des résultats de recensement et à celle de l'évaluation de ces résultats du point de vue tant de la couverture que du contenu. S'agissant de l'analyse des données, les participants ont en général admis le point de vue selon lequel les résultats d'un recensement devaient être analysés en profondeur. Il a été souligné qu'une telle analyse devait être complète et adaptée aux besoins des responsables et des planificateurs. La nécessité d'une formation approfondie des analystes a aussi été soulignée.

1/ Statistical Papers, séries M, No.45 (publication des Nations Unies, numéro de vente 67.XVII.4).

143. Enfin, les participants ont appelé l'attention sur le fait que le recensement lui-même était l'une des opérations entrant dans le cadre de la collecte des données, et que le besoin se faisait sentir d'un programme intégré de collecte des données à l'échelon national.

b) Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages

144. Le secrétariat a présenté le Rapport sur le programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages (E/CN.14/CAS.10/17) ainsi qu'un document intitulé "Quelques aspects des méthodes d'enquête sur les ménages" (E/CN.14/CAS.10/18).

145. La Conférence a été chaleureusement félicitée pour l'initiative africaine concernant l'expansion des moyens d'enquête. Les propositions à cet égard avaient été examinées par la Commission de statistique de l'ONU, et un projet de résolution préparé par la Commission avait été adopté par le Conseil économique et social. En conséquence, l'intérêt des dispositifs d'enquête et les besoins connexes faisaient l'objet d'examen à l'échelle mondiale, dans le cadre de la préparation d'une réunion des donneurs et utilisateurs éventuels, qui devait se tenir vers la fin de 1978. Il était prévu que le programme d'enquêtes serait organisé dans chaque région par la commission régionale, et que ce programme comporterait des projets distincts pour les pays.

146. La Conférence a réaffirmé son appui au Programme africain concernant la mise en place des dispositifs d'enquête sur les ménages (PADEM) et souligné que l'objectif était de mettre au point dans les différents pays des dispositifs d'enquête qui serviraient à répondre aux besoins en données des pays en question. Elle n'a pas prévu de dispositions normalisées pour la collecte de données dans l'ensemble de la région, du fait que l'ordre de priorité différait d'un pays à l'autre et que les besoins en matière d'information avaient souvent un caractère très précis.

147. Un certain nombre de questions ont été soulevées à propos du document E/CN.14/CAS.10/18. Au sujet du plan établi pour l'enquête sur les ménages devant porter sur une année, on a émis l'opinion que le chiffre de 24 pour les ménages devant être choisis dans chaque zone de dénombrement était trop élevé. On a fait remarquer que ce problème était dû à des difficultés de transport dans le pays considéré, mais que l'on avait prévu de réduire ce nombre à 18 ou même moins.

148. On a émis en outre l'avis qu'un plan de sondage à trois degrés serait plus approprié compte tenu des conditions régnant dans la plupart des pays africains. En réponse, le secrétariat a expliqué que les dispositions prévoyant seulement deux degrés de sondage aériolaire avaient été élaborées en fonction d'une nouvelle structure de l'administration locale. En outre, une seule zone de dénombrement avait été choisie pour chaque administration locale, au lieu de deux pour un groupe d'administrations, afin que le travail cartographique reste dans des limites raisonnables.

149. En réponse à une autre question, on a indiqué que la stratification des revenus était fondée sur les renseignements concernant le ménage tout entier, et non pas seulement le chef de ménage. Toutefois, les statistiques relevées concernaient les revenus en espèces, et il pouvait en résulter des difficultés pour obtenir une stratification effective dans les zones où une proportion élevée de la production sert à la consommation de subsistance.

150. Il a été admis qu'il faudrait continuer à recourir au minimum au remplacement dans les échantillons de ménages pour l'enregistrement des statistiques budgétaires. La méthode proposée pour l'introduction de remplacements risquait aussi de poser un autre problème car l'établissement du contact entre le personnel sur le terrain et le bureau central pouvait entraîner des délais inutiles.

151. On a mis en doute l'opportunité d'obtenir des ménages individuels des renseignements portant sur des périodes dépassant un mois. L'opinion générale a été qu'un mois suffisait normalement dans les zones urbaines, mais que des périodes beaucoup plus longues étaient nécessaires dans les zones rurales, pour tenir compte des fluctuations saisonnières du revenu. C'était là un point important pour les enquêtes visant à obtenir une indication valable de la répartition du revenu, mais non pour celles qui avaient pour objet des estimations globales du revenu, de la production et de la consommation.

152. En ce qui concernait la définition du ménage aux fins des enquêtes, on a noté qu'il pouvait être préférable d'utiliser la notion de membre de fait, plutôt que la définition excluant les personnes de passage qui était suggérée dans le document.

153. En réponse à une question concernant les recettes commerciales, professionnelles et autres des ménages, il a été expliqué que le modèle de budget comportait des rubriques appropriées pour leur enregistrement et que des données satisfaisantes devraient pouvoir être obtenues si les membres du ménage qui se livraient à ces activités étaient préalablement identifiés. Le questionnaire établi en vue d'un passage unique était plus explicite sur ce sujet et traitait séparément les activités économiques individuelles.

154. Il a été admis que les éléments inhabituels, tels que les emprunts personnels importants, pouvaient fausser le tableau budgétaire. Néanmoins, il importait d'enregistrer ces éléments lorsqu'ils existaient. Leur traitement pourrait peut-être faire l'objet d'une attention particulière au stade du dépouillement.

155. La section du document traitant des enquêtes sur la main-d'œuvre ne donnait guère d'explications sur les éléments à enregistrer et il a été suggéré que des définitions normalisées devaient être fournies, car les résultats dépendraient pour beaucoup de l'interprétation adoptée pour les différents éléments. Des renseignements ont été donnés sur une étude comparative actuellement entreprise par l'OIT au sujet de la définition des caractéristiques économiques. Si les participants ont admis en principe que des définitions normalisées étaient souhaitables, ils ont estimé que les exigences nationales passaient en premier lieu et qu'il ne serait pas toujours possible aux pays de se conformer à des normes rigides.

156. D'une manière générale, on a estimé que la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages pourrait avoir d'énormes avantages. La résolution du Conseil économique et social devait en conséquence recevoir le maximum de soutien possible. En ce qui concernait la mise en place de ces dispositifs, il a été porté à la connaissance des participants que le Royaume-Uni avait d'abord créé un service distinct d'enquête sociale, qui avait été ensuite intégré à l'organisme responsable des recensements de la population et des enquêtes démographiques. Cette séparation des organismes d'enquête durant les premières phases de leur développement avait considérablement facilité l'obtention des sources financières nécessaires.

157. Il a été souligné qu'un organisme permanent d'enquête sur le terrain, doté d'un personnel convenablement formé, était indispensable pour diminuer les risques d'erreurs non imputables au sondage. En outre, dans les premières phases du développement d'un tel organisme, on obtiendrait de meilleurs résultats en appliquant des programmes intégrés d'enquêtes à sujet unique, plutôt qu'en essayant d'organiser des enquêtes compliquées à sujets multiples. Les projets devaient être soigneusement mis au point en vue de réduire autant que possible la charge financière qui en résultait pour les gouvernements et les organismes donateurs. Il a été noté que le traitement des données constituait un problème important dans de nombreuses enquêtes, et une aide particulière serait probablement nécessaire dans ce domaine.

158. Bien que le Kenya ait progressé de façon satisfaisante dans la réalisation de son programme d'enquêtes, la Conférence a été informée qu'un certain nombre de problèmes s'étaient posés. Initialement, l'échantillon national avait fourni une couverture insuffisante du pays, avec trop peu de grappes dans certaines provinces. Leur nombre avait été augmenté pour l'établissement d'estimations à l'échelle provinciale, mais devrait être doublé pour permettre le dégroupage des données à l'échelon des districts. On avait rencontré des problèmes logistiques du fait de l'augmentation de la taille des échantillons, et ces problèmes portaient aussi bien sur les transports que sur l'utilisation optimale des agents enquêteurs.

159. On avait également constaté au Kenya qu'une base de sondage fondée sur la population était inadéquate pour l'établissement de l'échantillon et l'interprétation des résultats des enquêtes. Les quotients estimatifs fondés sur les projections de population étaient satisfaisants à l'échelon national, mais non à l'échelon provincial. Du fait de l'absence de données adéquates relatives à la population, il avait également été difficile d'établir les cartes de démarcation des grappes de manière à obtenir des unités d'égale dimension; l'expérience avait montré qu'un décompte des structures ne conduisait pas à une bonne estimation du nombre des ménages, et il était nécessaire d'entreprendre une énumération des ménages dans les unités de sondage primaires. Un autre problème s'était posé quant au besoin de bases de sondage uniques. Les échantillons établis sur la base de la population étaient satisfaisants pour certaines enquêtes, mais des bases spéciales étaient nécessaires pour l'étude des zones de culture, des marchés, etc.. Il a été noté que le troisième passage de l'enquête rurale intégrée du Kenya était dans une large mesure axée sur la main-d'oeuvre.

160. Les participants ont été informés que le Nigéria utilisait depuis plus de dix ans un système d'enquêtes intégrées dans les régions rurales et les zones urbaines. Le programme prévoyait la collecte le plus souvent annuelle de données agricoles, économique et démographiques. Le programme avait été considérablement élargi en 1970.

161. Il a été indiqué que le Sénégal avait procédé en 1973-1975 à une enquête polyvalente expérimentale qui devait servir à orienter l'organisation d'une enquête nationale sur les ménages. Les travaux sur le terrain avaient duré un an et demi dans les régions rurales et avaient porté essentiellement sur les facteurs qui influaient sur la situation économique et sociale dans les villages. Des résultats étaient actuellement étudiés en vue de choisir les variables et les caractéristiques à inclure dans l'enquête nationale.

162. Les enquêtes effectuées au Libéria ont également été décrites. Les travaux en cours portaient essentiellement sur les dépenses des ménages et il était prévu d'organiser plus tard des études démographiques et des enquêtes sur la main-d'oeuvre. Ce pays estimait qu'il était nécessaire d'adopter une approche plus intégrée en ce qui concernait les opérations sur le terrain, mais il restait à résoudre un problème, à savoir le fait que les enquêtes étaient financées par des organismes différents suivant la question étudiée. Il était indispensable de faire comprendre aux organismes de financement qu'il était souvent plus économique de combiner plusieurs questions.

163. Le participant algérien a informé la Conférence que son pays comptait entreprendre en 1978 une enquête sur les revenus et les dépenses des ménages. Cette enquête serait suivie d'enquêtes sur la main-d'oeuvre et la fécondité. Il a fait observer que les pays devaient adapter les méthodes d'enquête décrites dans le document de la CEA à leurs propres situations et besoins. Dans certains cas, il pouvait être difficile de choisir entre des programmes intégrés d'enquête et des opérations à objectifs multiples. Il devenait aussi de plus en plus indispensable de recueillir des données sur les différentes régions d'un même pays.

164. Il a été suggéré que le secrétariat se mette en rapport avec les responsables statistiques du Swaziland qui procédaient également à une enquête sur les ménages. Le participant camerounais a indiqué que son pays entreprendrait sous peu une enquête sur les budgets des ménages, qui serait organisée dès que les responsables disposeraient des fonds nécessaires.

165. Le Bureau de statistique de l'ONU a indiqué qu'il était en train d'établir une version révisée du Manuel des méthodes d'enquêtes sur les ménages en collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies. L'objet de cette révision était de contribuer à résoudre le genre de problèmes de méthodologie et d'orientation étudiés par la Conférence.

c) Autres statistiques démographiques et sociales

i) Statistiques sociales au Kenya

166. Le représentant du Kenya a donné un aperçu des travaux que le Bureau central de statistique du Kenya avait entrepris au cours des dernières années dans le domaine des statistiques sociales et dans celui des enquêtes alimentaires et nutritionnelles. Les travaux avaient été entrepris dans le cadre du Programme mondial de statistiques sociales du FISE pour permettre aux pays en développement d'institutionnaliser les moyens dont ils disposaient pour recueillir des données sociales. Le programme kényen était présenté dans le document E/CN.14/CAS.10/19 et les représentants à la Conférence ont reçu un jeu de rapports relatifs à un certain nombre d'études entreprises par le Bureau.

167. Au cours de la discussion qui a suivi, le représentant de la Zambie a fait observer qu'un certain nombre de pays avaient au cours des débats mentionné le problème des enquêtes par sondage. Il estimait cependant utile pour la CEA de convoquer une réunion régionale pour examiner la question. Le représentant de l'URSS a exposé les travaux entrepris par son pays dans ce domaine. Le représentant du Centre de Munich a porté à l'attention de la Conférence les deux cours qui devaient se tenir en 1979 au Centre dans le domaine des statistiques sociales, l'un en français et l'autre en anglais. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué à la Conférence que son pays espérait entreprendre des recherches sur les programmes de surveillance dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition, recherches qui seraient liées aux activités entreprises en Ethiopie et au Kenya. En réponse à une question sur les rapports entre les planificateurs sociaux et le Bureau de statistique quant au choix des priorités régissant la sélection des données à recueillir, la délégation du Kenya a exposé les problèmes qui se posaient dans ce domaine et a rendu hommage au FISE pour le rôle qu'il avait joué à cet égard.

168. Le Conseiller régional du FISE a également exposé les travaux qui avaient été entrepris en vue d'assurer un échange de renseignements entre les responsables de la politique nationale et les statisticiens. Il a fait observer en outre que le FISE fournissait des services consultatifs aux pays de l'Afrique de l'Est dans le domaine des statistiques sociales et qu'il collaborait étroitement avec d'autres organismes ainsi qu'avec la CEA dans ce domaine. Le représentant du FISE, en poste à New York, a informé la Conférence des travaux qui seraient entrepris dans d'autres pays africains et dans d'autres régions du monde. Le représentant de l'Ethiopie a parlé du programme de surveillance de l'alimentation et de la nutrition qui se déroulait dans son pays et a offert de tenir la CEA et les autres organismes intéressés au courant de sa réalisation. Il a également souligné la nécessité d'entreprendre des études visant à identifier les indicateurs sociaux qui reflétaient le mieux la qualité de la vie dans les pays africains.

ii) Manuel des concepts et des définitions démographiques

169. Le projet de manuel des concepts et des définitions démographiques adapté aux conditions africaines, objet de la résolution 230(X) de la Conférence de la CEA, a été présenté aux participants.

170. Après un exposé sur les travaux accomplis et sur la manière dont les pays devraient collaborer en vue de l'amélioration du projet de manuel, il a été demandé aux participants de communiquer ce projet aux services nationaux de démographie.

171. La Conférence a reconnu l'utilité du projet de manuel et la nécessité d'une collaboration des pays pour que le projet amélioré puisse être présenté à la prochaine Conférence des démographes africains. Toutefois cette collaboration ne serait possible que si le projet de manuel était disponible en français et en anglais.

172. Il a été promis que l'on ferait parvenir au secrétariat de la CEA des suggestions concernant la présentation du projet de manuel.

iii) Statistiques des migrations en Afrique

173. Une étude sur les statistiques des migrations en Afrique, publiée dans les numéros 8 et 10 du Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique, a été présentée par un membre du secrétariat. Cette étude portait sur les migrations intérieures concernant ce qu'on appelait la population sédentaire.

174. La Conférence a noté que les concepts et définitions utilisés par les pays de la région pour inclure les mouvements migratoires dans les recensements de la population et les enquêtes démographiques étaient souvent vagues et imprécis. Il a été admis que le secrétariat devrait poursuivre l'examen de ce problème, compte tenu des expériences récentes des pays, notamment à l'occasion de l'exécution du Programme de recensements de la population et de l'habitation de la série de 1970, d'enquêtes démographiques post-censitaires et de diverses enquêtes sur les ménages. Cet examen devrait aboutir à la formulation de quelques directives concernant les concepts et définitions à utiliser dans le contexte africain. Il a été en outre précisé que l'étude devrait être complétée par l'examen des statistiques de la migration internationale. Les participants à la Conférence ont été invités à faire parvenir à la CEA toute documentation disponible à leur niveau, tant sur la migration intérieure que sur la migration internationale.

175. En réponse à une question, le secrétariat a répondu qu'il n'avait pas été jugé utile de formuler des recommandations précises au stade actuel de l'étude en raison de l'insuffisance de la documentation disponible à la CEA sur les expériences des pays de la région qui ont rassemblé des statistiques de la migration.

176. Enfin on a noté que pour la date de l'indépendance de l'Algérie, on devrait lire 5 juillet 1962 au lieu de 1er août 1962 dans l'étude précitée.

Programme de travail et priorités (point 9 de l'ordre du jour)

177. La Conférence a examiné le programme statistique de la CEA tel qu'il a été approuvé par la Conférence des ministres (E/CN.14/CAS.10/1), a pris note des changements intervenus dans les besoins et conditions de la région et a recommandé le programme de travail révisé figurant en annexe au présent rapport.

Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

178. Les participants ont déploré la réduction des services consultatifs régionaux dans le domaine des statistiques et ont demandé instamment à la CEA de nommer d'urgence deux conseillers régionaux pour les enquêtes sur les ménages. S'il y avait un nombre suffisant de conseillers régionaux, il serait possible d'évaluer les projets des services nationaux de statistique dans ce domaine avant qu'ils ne soient exécutés.

179. Les participants ont également formulé des observations sur la durée de la Conférence des statisticiens africains. Ils se rendaient compte que la décision de ramener le nombre de jours de travail à cinq et demi avait été prise par la Conférence elle-même, mais compte tenu de l'expérience acquise lors de la dixième session, ils estimaient qu'il fallait revenir à une durée de dix jours. On a toutefois fait observer que si les groupes de travail proposés par la Conférence fonctionnaient de façon appropriée, la durée de la Conférence ne devrait pas être fixée une fois pour toutes, le secrétariat se prononçant en dernier ressort.

180. Il a également été proposé que les organismes bilatéraux et multilatéraux coordonnent leurs activités. A ce propos, le point de l'ordre du jour relatif à l'assistance technique devrait plutôt traiter de la coordination des activités d'assistance technique et porter sur toutes les activités entreprises à l'échelle internationale qui intéressaient le développement de la statistique en Afrique.

181. On a souligné la nécessité, pour les services africains de statistique, de mettre au point des techniques permettant d'évaluer les incidences de nouveaux programmes tels que le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, ces instruments étant précieux lors des négociations.

182. La Conférence a souligné à nouveau la nécessité d'un échange de publications entre les différents services africains de statistique, d'une part, et entre eux et la CEA d'autre part. La CEA devait établir une liste de publications statistiques qui serait communiquée aux services africains de statistique. Un membre du secrétariat a indiqué qu'un projet analogue entrepris par la CEA avait été suspendu provisoirement en raison de la nécessité d'automatiser cette opération.

183. L'envoi des rapports nationaux aux participants à la Conférence, qui semblait avoir été interrompu, devrait être repris. Ces rapports ne devraient pas être examinés à la Conférence mais ils dispenseraient les participants d'avoir à mentionner longuement au cours du débat l'expérience pratique de leurs pays.

184. La CEA a été priée instamment d'étudier la possibilité d'utiliser des experts dont les services n'auraient pas à être remboursés, comme cela se faisait en Asie. Des contacts directs pourraient être pris avec les organismes donneurs pour obtenir des services de conseillers régionaux dans le cadre de ce système.

185. Le représentant du Bureau de statistique de l'ONU a ensuite rendu compte à la Conférence des débats de la Commission de statistique de l'ONU à sa dix-neuvième session. En particulier, il a mentionné le fait qu'à sa dix-neuvième session, la Commission avait examiné la question du financement de la formation des statisticiens et avait soumis à ce sujet au Conseil économique et social, pour adoption, un projet de résolution intitulé "Financement de la formation des statisticiens, particulièrement par le fonds régional du Programme des Nations Unies pour le développement", projet que le Conseil économique et social avait ultérieurement adopté avec de légers amendements lors de sa dernière session tenue en avril/mai 1977. Le représentant du Bureau de statistique de l'ONU a en outre indiqué que les publications suivantes avaient été publiées par son service ou étaient en cours de publication :

- a) Report on welfare oriented measures (déjà paru)
- b) Directives sur la répartition des revenus (déjà paru)
- c) Distributive trade (déjà paru)
- d) Guidelines on price and quantity statistics (déjà paru)
- e) The Organization of National Statistical Services (déjà paru)
- f) Directives provisoires concernant les statistiques du tourisme international (à paraître)
- g) Statistiques des migrations intérieures, y compris les pratiques nationales (à paraître)
- h) Promotion de l'amélioration des statistiques sociales dans les pays en développement (à paraître)
- i) Recommandations concernant les statistiques des migrations internationales (à paraître).

Examen du projet d'ordre du jour provisoire pour la onzième session de la Conférence
(point 11 de l'ordre du jour)

186. Le projet d'ordre du jour provisoire présenté par le secrétariat a été légèrement modifié. La Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire ci-après.

1. Allocution d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Questions découlant de la dixième session de la Conférence
 - a) Rapport sur les activités statistiques de la CEA
 - b) Rapport intérimaire sur la réorganisation de la Conférence
 - c) Rapport intérimaire sur le Programme de formation statistique pour l'Afrique
 - d) Coordination des activités d'assistance technique pour le développement de la statistique en Afrique
 - e) Organisation statistique
 - f) Traitement des données
5. Programme d'action concernant l'instauration du nouvel ordre économique international et statistiques y relatives
6. Statistiques économiques
 - a) Le Système de comptabilité nationale en Afrique : rapport sur le statut et applications
 - b) Rapport du Groupe de travail des statistiques des prix
 - c) Statistiques du commerce extérieur
 - d) Circuits commerciaux de distribution
 - e) Statistiques de l'industrie et de la construction
 - f) Autres statistiques économiques
 - g) Problèmes et méthodes en matière d'indices
7. Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages
8. Statistiques démographiques et sociales
 - a) Recensements de la population et de l'habitation de 1980
 - b) Indicateurs sociaux intéressant l'Afrique
 - c) Autres statistiques démographiques et sociales
9. Programme de travail et ordre de priorité

10. Questions diverses

11. Examen du projet d'ordre du jour provisoire pour la douzième session de la Conférence.

12. Rapport de la Conférence au Comité exécutif et à la Conférence des ministres de la CEA

187. En plus des points inscrits, il a été proposé d'inclure dans le point 6 de l'ordre du jour un débat sur les statistiques financières. Cependant, la Conférence a accepté qu'un rapport intérimaire sur la question soit préparé par le secrétariat en collaboration avec le FMI. Si, après avoir préparé ce document, le secrétariat estimait que la question devait être examinée séparément au titre du point 6, elle devrait alors être inscrite à l'ordre du jour, dans le cas contraire, le rapport serait examiné au titre du point 6 f).

Adoption du rapport de la Conférence (point 12 de l'ordre du jour)

188. La Conférence a adopté à l'unanimité son rapport à la Conférence des ministres de la CEA sur les travaux de sa dixième session.

1. Verfahren
 2. Verfahren
 3. Verfahren

... *et* ...

THE UNIVERSITY OF CHICAGO LIBRARY

Annexe : Programme de travail et ordre de priorités révisés adoptés par la Conférence

9.540.00 STATISTIQUES

Origine : Résolution 221(XXI) de l'Assemblée générale; décision 37(LVII), résolutions 2054(LXII) et 2055(LXII) du Conseil économique et social; Conférence des ministres de la CEA; Comité exécutif et Comité technique d'experts de la CEA; Conférence des statisticiens africains.

But du projet : Développer et coordonner les services statistiques dans la région africaine pour répondre aux besoins croissants de données pour l'administration, l'industrie, l'élaboration des politiques et la planification en vue du développement économique et social;

Constituer un cadre régional d'information statistique, s'appuyant sur des études détaillées et rendant compte de manière suffisamment complète de la situation économique et sociale en Afrique.

9.541.00 Activités générales de coordination et de développement

- 01 Services de secrétariat pour les onzième (1979), douzième (1981) et treizième (1983) sessions de la Conférence des statisticiens africains; appui technique aux projets pris en charge directement par la Conférence;
- 02 Analyse continue des problèmes d'organisation statistique existant dans la région, élaboration de rapports périodiques, et prise de mesures d'appui nécessaires;
- 03 Publication biennale du Répertoire des statisticiens africains et de la Bibliographie des publications statistiques africaines, et publication périodique des Informations statistiques;
- 04 Tenue à jour d'un inventaire du matériel de traitement électronique des données, des ressources en personnel et des applications correspondantes dans la région; diffusion d'analyses et évaluations périodiques : groupe de travail sur le traitement des données (1982);
- 05 Coordination des activités de la banque des données; cette banque devrait être dotée d'un service important de référence documentaire.

9.542.00 Formation

- 01 Appui aux centres nationaux et régionaux de formation statistique et établissement de rapports biennaux sur la formation statistique en Afrique;
- 02 Activités complémentaires relatives au programme de formation statistique en Afrique en collaboration avec le Bureau statistique de l'ONU, le PNUD, etc..

- 9.543.00 Comptabilité nationale, finances et prix
- 01 Assistance aux pays pour l'application du Système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies (SNA) et pour l'établissement des séries de base correspondantes; fourniture de services consultatifs à l'échelon régional en matière de comptabilité régionale;
 - 02 Rapport sur le statut du SNA et sur les utilisations des données (1979);
 - 03 Constitution d'une base de données dans le cadre des comptabilités nationales portant notamment sur les statistiques financières, recourant le cas échéant à des estimations établies par le secrétariat (en coordination avec les autres activités statistiques pertinentes des organismes des Nations Unies);
 - 04 Mise sur pied d'un système coordonné de statistiques africaines des prix au niveau de la production, de la vente en gros, de l'achat local, de l'exportation et du marché mondial (en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU. Les données utilisées seront les renseignements sur les prix régulièrement fournis par les pays africains ainsi que des informations plus détaillées sur certains produits primaires. Parité du pouvoir d'achat des monnaies africaines (en collaboration avec l'Etude sur la comparaison internationale). Etablissement de déflateurs sectoriels pour les comptes nationaux africains et d'autres séries. Rapport sur les prix à la production des principaux produits de base africains (1979). Groupe de travail sur les statistiques relatives aux prix (1979);
 - 05 Statistiques sur les opérations extérieures : mise sur pied d'une base de données et mise au point d'une méthode à appliquer en la matière;
 - 06 Statistiques du secteur public : mise sur pied d'une base de données et mise au point d'une méthode à appliquer en la matière; rapports sur la dette publique des pays africains (1978) et analyse des statistiques du secteur public (1980);
 - 07 Examen des relations statistiques existant entre les agrégats économiques, en vue de l'amélioration des estimations des comptes nationaux; deuxième rapport périodique (1979);
 - 08 Analyse des tableaux d'entrées-sorties concernant certains pays (1980).
- 9.544.00 Statistiques du commerce extérieur
- 01 Assistance pour l'amélioration de la couverture des statistiques commerciales nationales, leur présentation en temps opportun et les méthodes en pratique dans ce domaine;
 - 02 Rassemblement de données statistiques trimestrielles en vue de la publication périodique des Statistiques africaines du commerce extérieur, séries A, courants commerciaux d'ensemble;

03 Traitement des statistiques commerciales annuelles par produit pour les différents pays, en unités normalisées de valeur et de quantité (en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU); utilisation de cette documentation pour l'établissement d'une base de données sur le commerce extérieur; publication bi-annuelle des Statistiques africaines du commerce extérieur, série B, échanges par produit et par pays;

04 Etablissement de tables spéciales, etc., destinées à faciliter le développement du commerce africain en particulier en ce qui concerne le commerce intra-africain et les termes de l'échange; publication périodique des Statistiques africaines du commerce extérieur, série C (tableaux récapitulatifs

9.545.00 Statistiques industrielles

01 Assistance aux divers pays en vue de l'application des recommandations sur les statistiques industrielles ainsi que de l'amélioration de la couverture de ces données et de leur publication en temps opportun; groupe de travail sur les statistiques industrielles (1981);

02 Constitution d'une base de données en vue de l'établissement de statistiques industrielles générales annuelles et de statistiques de production mensuelles et annuelles par produit dans les secteurs de l'industrie extractive et de l'industrie manufacturière ainsi que du bâtiment et des travaux publics et pour l'électricité, le gaz et l'eau; cette base de données comprendra des bilans énergétiques;

03 Poursuite des études statistiques sur les structures de la productivité et le développement de l'industrie manufacturière en Afrique, le coefficient de capital et la transformation locale des matières premières en vue de l'exportation, enfin les relations entre la production et le commerce en ce qui concerne les articles manufacturés africains.

9.546.00 Autres statistiques économiques

01 Agriculture : constitution d'une base de données comportant certains renseignements provenant de la FAO et d'autres sources; étude statistique sur la production et le commerce des produits agricoles (1978);

02 Transports et communications : constitution d'une base de données et assistance aux pays en matière de méthodes à utiliser (en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU et d'autres institutions); groupe de travail sur les statistiques des transports (1980); étude méthodologique sur la mesure des mouvements des transports routiers (1980); études statistiques sur les transports aériens (1980) et sur les flottes marchandes africaines (1981);

- 03 Tourisme : constitution d'une base de données et étude méthodologique (projet poursuivi); séminaire de formation sur les statistiques du tourisme (1983);
- 04 Distribution : séminaire initial sur les perspectives de développement (1978);
- 05 Elaboration de l'Annuaire statistique pour l'Afrique, des Indicateurs économiques africains (publication annuelle) et du Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique (publication périodique).

9.547.00

Statistiques démographiques et sociales

- 01 Appui aux services consultatifs en matière de recensement et au Programme africain concernant la mise en place des dispositifs d'enquête sur les ménages, qui portera sur l'emploi, les autres activités de production, les revenus, la consommation et les dépenses et les données sociales et démographiques connexes; autres services consultatifs en matière de statistiques démographiques et sociales;
- 02 Etudes méthodologiques : état civil (1978), portée et qualité des enquêtes démographiques et sociales en Afrique (1980); concepts, définitions et classifications concernant certaines caractéristiques démographiques et sociales (1981);
- 03 Groupes de travail et stages de formation : état civil (1980), cadre pour l'intégration des statistiques démographiques et sociales (1981), statistiques des migrations (1982);
- 04 Constitution d'une base de données statistiques démographiques et sociales africaines;
- 05 Indicateurs sociaux intéressant l'Afrique (1979).

9.548.00

Services consultatifs en matière de recensement

- 01 Services consultatifs pour la préparation et l'exécution de recensements nationaux de la population et du logement (en coopération avec le Secrétariat de l'ONU); formation en cours d'emploi de techniciens nationaux pour les conseillers régionaux;
- 02 Etudes méthodologiques : évaluation des données recueillies (1979), évaluation des erreurs de couverture et de contenu des recensements (1980); examen des méthodes de recensement et d'enquête utilisées en Afrique (1981);

03 Groupes de travail : méthodologie pour la série de recensements de la population et du logement (1978); stage de formation sur les recensements de population (groupe de langue anglaise)(1978); évaluation des erreurs de couverture et de contenu des recensements (1980); stage de formation sur les recensements de la population (groupe de langue française)(1982).

9.549.00 Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages

- 01 Services consultatifs pour la préparation et l'exécution de programmes nationaux intégrés d'enquête sur les ménages (en coopération avec le Bureau de statistique de l'ONU);
- 02 Mise au point de méthodes en vue du rassemblement permanent de statistiques intégrées économiques, sociales et démographiques sur les ménages;
- 03 Participation aux activités de coordination de l'assistance internationale et bilatérale fournie aux pays participants;
- 04 Groupe de travail sur l'organisation et les méthodes des programmes d'enquête sur les ménages (1979).

Page 1
March 1, 1944
New York

Dear Mr. [Name Redacted]:
I am very sorry to hear of the death of your mother.
I hope you will find some comfort in the fact that she
lived a long and happy life. I am sure she will be
reunited with you in the hereafter.

Very truly yours,
[Signature]

I am very sorry to hear of the death of your mother.
I hope you will find some comfort in the fact that she
lived a long and happy life. I am sure she will be
reunited with you in the hereafter.

I am very sorry to hear of the death of your mother.
I hope you will find some comfort in the fact that she
lived a long and happy life. I am sure she will be
reunited with you in the hereafter.

I am very sorry to hear of the death of your mother.
I hope you will find some comfort in the fact that she
lived a long and happy life. I am sure she will be
reunited with you in the hereafter.

I am very sorry to hear of the death of your mother.
I hope you will find some comfort in the fact that she
lived a long and happy life. I am sure she will be
reunited with you in the hereafter.

Annexe II. Liste des documents

<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>	<u>Cote</u>
7 a)	Pratiques en vigueur en Afrique concernant les statistiques du commerce extérieur <u>Statistiques africaines du commerce extérieur</u> Séries C: Tableaux récapitulatifs	E/CN.14/CAS.10/11 E/CN.14/STAT/Ser.C/1
7 b)	Statistiques et comptabilité concernant l'énergie : conditions préalables à une élaboration harmonisée de la politique énergétique dans la région de l'Afrique No. 10 Statistique de l'énergie (production et consommation), 1967-1975	E/CN.14/CAS/10/12 E/CN.14/SEIB/10
7 c)	Evolution et amélioration des statistiques industrielles africaines No. 11 Résultats des enquêtes industrielles annuelles, 1967-1974 Statistiques de la production minérale, 1960-1974	E/CN.14/CAS.10/13 E/CN.14/SIB/11
8 a)	Rapport d'activité sur le Programme africain de recensements Etude sur les méthodes et problèmes de la série de recensements africains de la population et de l'habitation de 1970 Etude des techniques spéciales utilisées pour le dénombrement des nomades lors des recensements et enquêtes effectuées en Afrique	E/CN.14/CAS.10/14 E/CN.14/CAS.10/15 E/CN.14/CAS.10/16
8 b)	Rapport sur le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages Certains aspects des méthodes d'enquêtes sur les ménages	E/CN.14/CAS.10/17 E/CN.14/CAS.10/18
8 c)	Les statistiques sociales au Kenya par le Bureau central de statistique du Kenya Propositions initiales touchant le programme mondial statistiques industrielles de 1983	E/CN.14/CAS.10/19 E/CN.14/CAS.10/20

Annexe II. Liste des documents

<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>	<u>Cote</u>
3	Ordre du jour provisoire et notes	CAS.10/INF.1
-	Emploi du temps provisoire	CAS.10/INF.2
-	Informations générales pour les participants	CAS.10/INF.3
-	Liste des participants	CAS.10/INF.4/Rev.1
4 a)	Rapport sur les activités statistiques de la CEA, 1975-1977	E/CN.14/CAS.10/1
-	Rapport de la neuvième session de la Conférence des statisticiens africains	E/CN.14/CAS.9/24
4 b)	Inventaire concernant le traitement électronique de l'information	E/CN.14/CAS.10/2
4 c)	Répertoire des statisticiens africains	E/CN.14/CAS.10/3
5 a)	Rapport des consultants sur les besoins de formation statistique en Afrique	E/CN.14/CAS.10/4
-	Rapport du Groupe de travail chargé d'examiner les besoins de formation statistique en Afrique	E/CN.14/CAS.10/5
5 b)	Rapport sur l'assistance technique pour le développement de la statistique en Afrique	E/CN.14/CAS.10/6
6 a)	Déficiences actuelles des estimations de comptabilité nationale en Afrique et améliorations en vue d'une adaptation plus poussée du SNC	E/CN.14/CAS.10/7
-	Mesure et évaluation de la production non commercialisée	E/CN.14/CAS.10/8
-	Passage du système français (Courcier) de comptabilité nationale au système révisé de comptabilité nationale et vice versa	E/CN.14/CAS.10/9
	<u>Bulletin d'information statistique et économique pour l'Afrique</u>	
	No. 10 Méthodes d'estimation des comptes nationaux, 1970-1975	E/CN.14/SEIB/10
6 b)	<u>Bulletin d'information statistique</u>	
	No. 11 Statistiques des finances publiques 1970-1974 Investissements en capital et financement dans le secteur public	E/CN.14/SIB/11
6 c)	Mouvements des prix dans les pays africains, par type d'activité économique, 1960-1975	E/CN.14/CAS.10/10